

SAMEDI 8 FEVRIER 2014

- = **Pétrole: La lourde Chute des bénéfices des majors inquiète** p.1
- = **Forum monétaire de Genève du 7 février** p.4
- = **Ô TEMPS ! SUSPENDS TON VOL...** p.13
- = **Uné époque formidable** p.15
- = **VENEZUELA Le temps des pénuries (et Argentine : l'économie Titanic)** p.16
- = **La Semaine à Béchade 8/2/2014** p.20
- = **Les entreprises du Venezuela risquent l'expropriation** p.22
- = **Transformer les pierres en pain ou le miracle keynésien (article long)** p.23
- = **Barcelone veut imposer une amende aux propriétaires de maisons vides** p.34
- = **Manipulation des cours de l'or et effondrement du système monétaire international** p.36



Pétrole: La lourde Chute des bénéfices des majors inquiète

2000watts.org Mardi, 04 Février 2014



Les résultats des principales majors pétrolières sont en baisse et le dernier trimestre 2013 a été catastrophique. En effet, l'explosion des coûts d'exploitation ont lourdement pesé sur les bilans. Malgré les 120 milliards de \$ investi dans l'exploration de nouveaux champs Chevron Corp.,

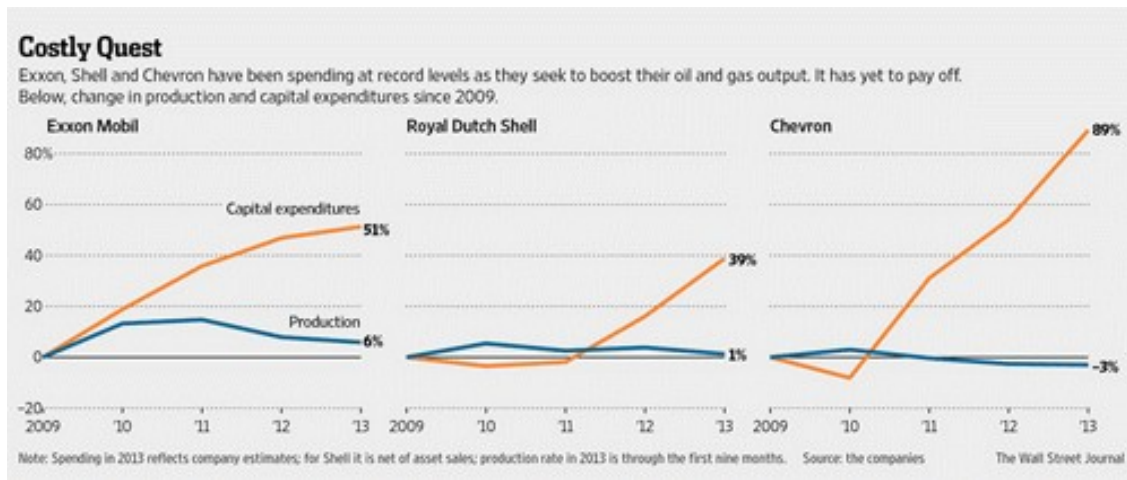
Exxon Mobil Corp. et la Royal Dutch Shell ont vu leur production reculer l'année dernière. Si cette tendance marquée depuis 2011 continue, elle pourrait bien indiquer les prémices du peak oil.

Bien que les bénéfices des majors se comptent toujours en dizaine de milliards \$, la tendance est claire: les bons puits laissent la place à des champs pétroliers toujours plus difficile à atteindre. La bulle spéculative sur les forages de schiste n'apporte aucune détente sur l'offre. Voyons les chiffres:

Chevron

L'américain Chevron a vu son bénéfice net reculer de 18% à 21,4 milliards de dollars en 2013, et même chuter de 32% à 4,9 milliards de dollars au quatrième trimestre. Le groupe s'attend à une augmentation marginale de sa production en 2014: elle devrait atteindre en moyenne 2,61 millions de barils. Son CEO John Watson compte dès 2015 sur les gaz de schiste américains

pour augmenter sa production. Paradoxalement, John Watson a souligné qu'une modeste montée en puissance sur certains gisements de schiste ou de gaz naturel liquéfié serait annulée en grande partie par des déclinés sur des sites plus anciens.



Evolution des coûts d'exploitation 2009-2013
Source The Wall Street Journal

Shell

L'an dernier, le bénéfice net du groupe a chuté de 39% à 16,371 milliards de dollars. Sur le seul quatrième trimestre, le bénéfice net s'est littéralement effondré de 74% à 1,781 milliard.

Afin de redresser la barre et sous pression financière des actionnaires, le tout nouveau CEO Ben van Beurden a promis que Shell allait céder 15 milliards de dollars d'actifs en 2014 et 2015 et réduire ses investissements cette année à 37 milliards de dollars contre 46 milliards l'an dernier. Shell a déjà débuté par l'abandon de 2 milliards \$ dans des projets de pétrole de schiste ainsi que des forages dans l'arctique. Le géant hollandais a également annoncé la cession de ses participations dans un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) et dans un gisement en Australie pour 1,135 milliard de dollars et la vente d'une part de 23% du gisement brésilien Parque das Conchas (BC-10) pour environ un milliard de dollars.

ExxonMobil

Le numéro un américain de l'énergie empoche 32,6 milliards \$ de bénéfice ce qui aurait de quoi faire péter le champagne, mais en comparaison avec 2012,

la baisse est de 27%. Le chiffre d'affaires recule de 9% à 438,25 milliards \$. Sur l'ensemble de l'année écoulée la production en équivalent pétrole a reculé de 1,5%, une hausse de la production de pétrole et liquides ayant été éclipsée par le recul de celle de gaz, en raison de cessions et d'un déclin de la production des champs matures.

Pour le quatrième trimestre 2013, le bénéfice a reculé de 16% à 8,35 milliards \$ et le chiffre d'affaires baisse de 3%. Chiffre intéressant, la production a reculé de 1,8%.

Rosneft

De l'autre côté de la planète, le russe Rosneft annonce un bénéfice net record en 2013 à 11,5 milliards d'euros. Mais je vous rassure, il ne s'agit pas d'une augmentation de production, mais de l'acquisition de son concurrent TNK-BP, qui a dopé son chiffre d'affaires et sa production.

Le bénéfice net du groupe contrôlé par l'Etat a bondi de 51% à 551 milliards de roubles, soit 11,5 milliards d'euros.

Son chiffre d'affaires a augmenté de 52% à 4.694 milliards de roubles (98 milliards d'euros), pour un excédent brut d'exploitation en hausse de 53,2% à 947 milliards de roubles (20 milliards d'euros).

Sous la houlette de M. Setchine, le groupe s'est lancé dans une vague spectaculaire d'acquisitions mais a multiplié les partenariats avec ses principaux concurrents occidentaux. L'objectif est de lancer de nouveaux projets coûteux et complexes sur le plan technologique, en Sibérie ou dans l'Arctique. Nul doute que ses frais vont suivre la même courbe que nos amis américains.

FORUM MONÉTAIRE DE GENÈVE DU 7 FÉVRIER

L'échec de l'Abenomics, l'arrêt progressif du QE aux USA, la politique déflationniste de la BCE imposée par l'Allemagne, la chute des monnaies de plusieurs pays émergents et la crise bancaire chinoise, devraient se traduire par une forte contraction des liquidités internationales, baissière pour les actions un peu partout dans le monde !

Pierre Leconte 7 février

A propos du Japon, Saxo Bank a prévu pour 2014 l'échec de la stratégie de son premier ministre Shinzo Abe qui se traduirait de la manière suivante: “La Banque du Japon supprime la dette du gouvernement après que le taux dollar/yen soit passé en dessous de 80. En 2014, la reprise mondiale s'essouffle, avec à la clé une correction des actifs risqués (actions) qui oblige les investisseurs à se repositionner sur un yen qui retombe sous le seuil des 80 pour un dollar américain. En désespoir de cause, la Banque du Japon passe tout simplement par pertes et profits l'ensemble des emprunts d'Etat en sa possession, un subterfuge comptable simple mais inédit dont le résultat engage le pays dans un voyage en terre inconnue éprouvant pour les nerfs et aux effets secondaires potentiellement dévastateurs”. Autrement dit, le retournement du yen à la hausse (tant contre le dollar US que contre l'euro et la plupart des autres monnaies) entraînant une forte chute des actions japonaises (qui ne sont montées en 2013 que parce que le yen baissait) obligerait la Banque du Japon (qui a finalement échoué à détruire le yen et à créer suffisamment d'inflation), pour éviter un krach boursier mémorable, a annuler purement et simplement la dette de l'État nippon à son égard, ce qui entraînerait une situation jusqu'ici inconnue puisqu'il s'agirait d'un défaut déguisé mais réel, sciemment mis en place sur la plus grande dette publique du monde. Sans aucune concertation préalable avec les autres principaux Etats.

Avec deux conséquences majeures PROBABLES (mais évidemment NON CERTAINES à ce jour):

1/ un krach boursier des actions un peu partout dans le monde (en particulier aux USA et en Europe et évidemment au Japon lui-même), puisque le “yen carry trade” ayant entretenu leur hausse récente s'évanouirait, ce qui -au moment où la Fed réduit son QE avec comme objectif de le terminer en

octobre 2014, que la zone euro reste en récession/déflation, que la Chine se dirige vers un “hard landing” et que la plupart des pays émergents sont confrontés à la chute de leurs monnaies en raison de l’augmentation incontrôlable de leurs déficits de comptes courants- provoquerait une forte contraction des liquidités internationales disponibles, négative pour les actions alors que la pseudo reprise économique mondiale ne tient que du mirage dans le contexte déflationniste qui se généralise;

2/ une forte hausse des obligations d’Etat US (et aussi européennes).

<http://leblogalupus.com/2014/02/01/lindice-du-fret-dry-lindicateur-avance-de-conjoncture-mondiale/>

<http://www.zerohedge.com/news/2014-01-30/baltic-dry-index-collapses-50-december-highs-drops-5-month-lows>

-

<http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/banksandfinance/10612451/Currency-crisis-at-Chinese-banks-could-trigger-global-meltdown.html>

<http://www.cnbc.com/id/101379823>

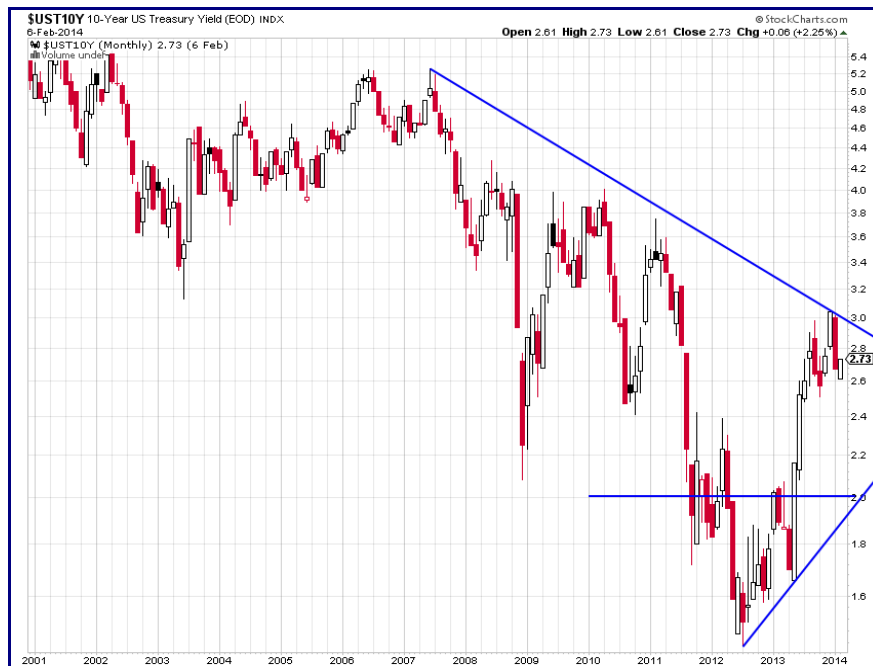
http://www.telegraph.co.uk/finance/comment/ambroseevans_pritchard/10605957/World-risks-deflationary-shock-as-BRICS-puncture-credit-bubbles.html

<http://blog.kimblechartingsolutions.com/2014/01/new-hindenburg-omen-at-hand-dow-hits-80-year-fibonacci-resistance-level/>

<http://www.zerohedge.com/news/2014-01-31/bofa-technician-watching-1750-sp-support-below-here-trouble>

<http://www.moneynews.com/Markets/Wall-Street-Stock-Market-Growth-Dow-Jones-Average/2014/02/03/id/550582>

Comme Citibank, qui a publié le graphique ci-dessous, nous pensons que les taux d’intérêt US à 10 ans devraient baisser vers 2% ce qui ferait fortement monter les US Treasury Bonds et le TLT.



Étant donné le renversement inattendu à la baisse du dollar US/yen et de l'euro/yen qui semble avoir commencé (mais ne deviendrait certain qu'en dessous de 100 sur le USD/JY), le Nikkei vient lui aussi de se retourner, comme indiqué sur le graphique ci-dessous. Nous avons donc changé d'avis sur les actions japonaises que nous ne voyons plus monter au dessus de leur sommet récent et avons liquidé le 3 février 2013, avant la forte chute des indices boursiers japonais, nos positions longues légères prises sur le Toppix (via l'ITF -Toppix 150 Index iShare NYSE- en dollars US) et le même jour couvert nos derniers shorts légers sur l'or et l'argent-métal, vers 1.250 et 19,35, en restant pour le moment sans position sur les métaux .



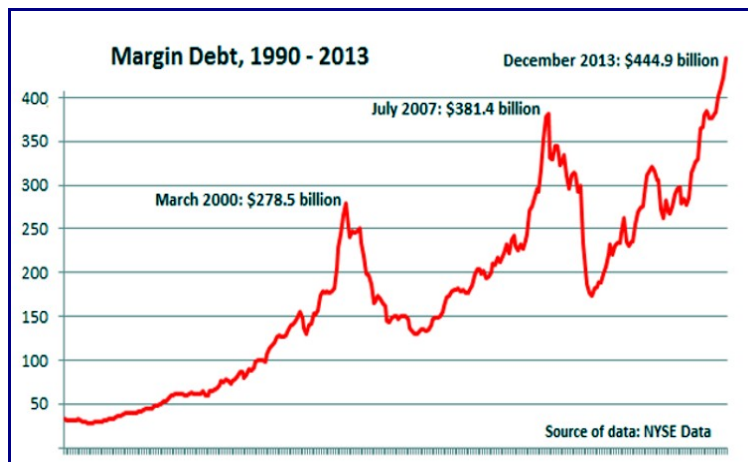
<http://www.bloomberg.com/news/2014-02-03/topix-heads-for-11-week-low-on-china-slowdown-concern.html>

<http://blog.kimblechartingsolutions.com/2014/01/joe-friday-nikkei-forms-bearish-pattern-sp-has-followed-this-lead/>

La plupart des banques et des investisseurs ayant actuellement encore des positions massivement à la hausse sur le dollar US/yen, l'euro/yen et les actions US, européennes ou japonaises, et des positions massivement à la baisse sur les obligations d'Etat US, qu'ils renforcent à chaque occasion, et l'expérience montrant que lorsque le consensus est général c'est l'opposé qui souvent se produit, en particulier parce que la plupart des positions sur les marchés financiers étant prises dans la même direction, leur dénouement toutes ensemble provoque une avalanche en sens contraire. Avec des effets démultipliés.

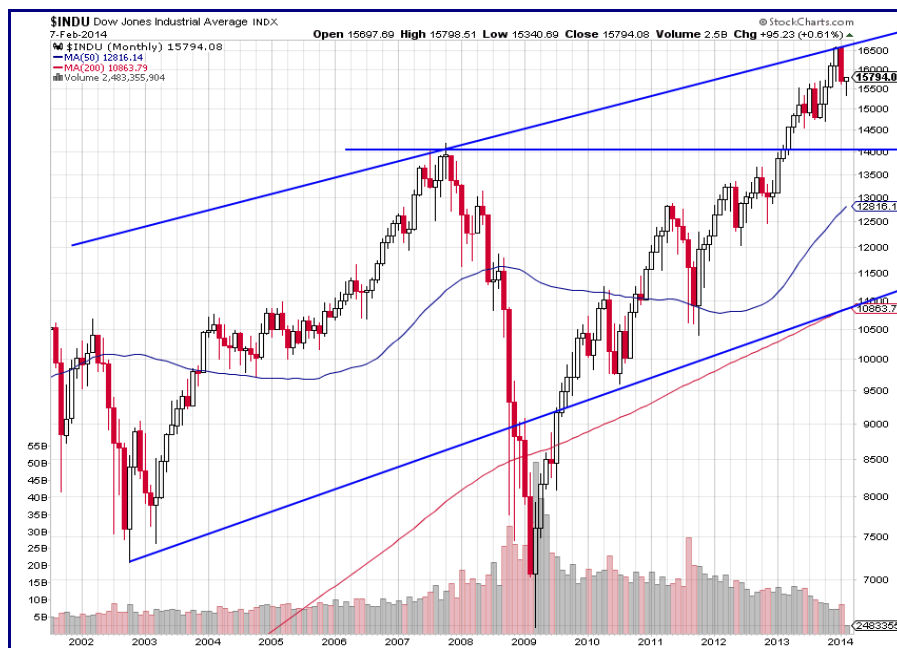
<http://www.zerohedge.com/news/2014-02-04/bank-america-warns-too-few-bears-out-there-investors-not-prepared-selloff>

Les investisseurs se sont endettés comme jamais pour acheter des actions US:



Le signal du Krach éventuel du DJIA serait donné par la cassure du support

vers 14.000, avec un objectif de baisse vers 10.900 (la moyenne mobile à 200 jours). Mais, déjà, le retournement depuis le plus haut vers 16.600 est significatif.



On restera donc avec notre position actuelle: modérément short actions US et plus fortement long obligations d'Etat US, en conservant nos dépôts en USD principalement et en franc suisse accessoirement, mais pour le moment sans or ni argent-métal (en l'attente de la cassure des plus bas de 2013 sur les métaux pour les shorter ou de leurs résistances récentes vers 1.280 et 20,60 pour les acheter).

“Comex April gold needs to close above \$1,280 an ounce to gain momentum-based buying, says George Gero, vice president and precious-metals strategist with RBC Capital Markets Global Futures. Much of the recent rally has been buying to cover positions from traders who have previously gone short, or sold, he explains. “We still need a close over \$1,280 for trend followers to add to positions,” he says. The April contract early Wednesday hit a one-week high of \$1,274.50 an ounce. The high for the year so far was \$1,280.10 hit on Jan. 27”. (Kitco)

-
A noter qu'il vaut mieux avoir des positions à la hausse sur les obligations d'Etat US (via l'achat de TLT par exemple ou d'autres véhicules que nous utilisons aussi) que sur les obligations d'entreprises, lesquelles souffrant

financièrement en cas de chute des cours de leurs actions pourraient être en difficulté pour rembourser les obligations qu'elles ont émises d'autant que leurs émissions d'obligations ont en général été réalisées pour racheter leurs propres actions...

Les grandes entreprises tentent de soutenir les cours de leurs actions en les rachetant elles-mêmes (c'est une pyramide de Ponzi), ce qui pourrait dans un premier temps faire remonter les indices boursiers pour ensuite aggraver leur chute lorsque ces entreprises seront à court de liquidités:

<http://www.businessinsider.com/apple-share-purchase-2014-2>

—

L'Abenomics, une nouvelle expérience keynésienne délirante, ne pouvait réussir que si le yen était effectivement détruit en le faisant s'effondrer contre les autres principales monnaies, ce qui a finalement tourné court puisque les Japonais eux-mêmes ont jugé que tout cela était en train de les ruiner à long terme sans pour autant améliorer leur situation à court terme et qu'ils devaient faire remonter leur monnaie pour sauver leur épargne, les banques japonaises en particulier ayant racheté massivement leur yen dont la chute libre menaçait l'équilibre déjà précaire de leurs bilans pourris. Les malheureux n'en n'ont pas fini si Saxo Bank a raison et que le gouvernement nippon et la Banque du Japon en viennent à mettre en place un défaut unilatéral sur leur dette publique puisque, étant principalement détenue par les particuliers japonais et les institutions bancaires et financières de ce pays et non pas par les étrangers, une telle folie aurait pour effet d'euthanasier définitivement leur épargne...

Autre facette très inquiétante de Shinzo Abe, un extrémiste ultra nationaliste brutal et agressif (cf. son discours anti chinois délirant lors du récent Forum économique de Davos), nostalgique du fascisme de l'Empire du Soleil Levant version pré Seconde Guerre Mondiale, qui fait tout pour en découdre avec la Chine et les autres pays asiatiques voisins du Japon dans le but d'étendre sa sphère géographique (maritime et terrestre) et de diminuer sa dépendance en matières premières (pétrole -en particulier- supposé se trouver au large de ses côtes en Mer de Chine qu'il veut annexer) comme le Japon impérial s'y est vainement essayé jusqu'à ce qu'il finisse par être stoppé par les deux bombes atomiques que les USA lui ont envoyées en 1945, c'est qu'il brutalise la majorité des Japonais craignant une nouvelle guerre et donc peu

disposés à le laisser aller plus loin. L'avenir du Japon est incertain, avec des politiciens agressifs à moitié fous et/ou ultra corrompus et une population vieillissante au niveau de vie chutant à vive allure, dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'inspire pas confiance. D'autant que le problème du contrôle de ses centrales nucléaires n'est toujours pas réglé.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/nouvelles-abenomics-faut-inquieter-ralentissement-croissance-japonaise-philippe-waechter-901385.html>

-

<http://minarchiste.wordpress.com/2013/05/31/les-abenomics-une-autre-experience-keynesienne/>

-

<http://www.rfi.fr/zoom/20140127-japonais-decus-abenomics-abe-yen-depreciation-relance-economique-pouvoir-achat-taxe-consommation-deficit-commercia>

<http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Les-Abenomics-restent-sans-effet-sur-les-Japonais-2014-01-27-1097099>

<http://www.bloomberg.com/news/2014-01-30/abenomics-at-risk-as-workers-struggle-to-keep-up-with-inflation.html>

<http://www.zerohedge.com/news/2014-01-30/abenomics-fail-japanese-auto-demand-drops-most-3-years>

<http://www.testosteronepit.com/home/2014/1/27/why-japans-trade-fiasco-worries-me-so-much.html>

<http://www.bloomberg.com/news/2014-01-31/pesek-on-asia-japan-s-bad-inflation.html>

Les US Treasury Bonds en USD, dans un environnement de manipulations des monnaies et des métaux précieux, tant de la part des banques centrales que des grandes banques privées qui parviennent à spolier en toute impunité la grande masse des épargnants-investisseurs (c'est-à-dire vous et nous), et de déflation/récession, constituent le principal instrument à acheter pour se protéger contre la chute des actions. On peut évidemment le déplorer et trouver la protection imparfaite mais il en sera probablement ainsi tant que le dollar US restera la monnaie mondiale hégémonique et tant que lesdits US Treasury Bonds resteront la réserve principale de change des banques centrales.

Il a été très difficile, et cela continue de l'être, de réaliser des profits financiers depuis quelques années, puisque tous les marchés sont faussés (donc quasiment imprévisibles pour la plupart des épargnants-investisseurs à plus de quelques jours) par les manipulations abjectes dont les pseudo "régulateurs" et les politiciens, en réalité complices des grandes banques privées encore impunies, commencent seulement à se préoccuper puisqu'ils

ne peuvent plus étouffer les scandales lorsqu'ils deviennent trop évidents :

<http://fr.finance.yahoo.com/actualites/manipulations-devises-possible-nouveau-scandale-130710412.htm>

<http://www.zerohedge.com/news/2014-02-07/scandal-bank-england-encouraged-currency-manipulation-private-banks>

Arguments en faveur de l'achat des US Treasury Bonds:

“Investors are overwhelmingly bearish on bonds going into 2014. In this month's Absolute Return Letter we challenge that view and look at various reasons why the bond market may surprise most people and deliver a positive return this year. In no particular order, those reasons are:

-The emerging market crisis escalates further

-The Eurozone crisis re-ignites

-The disinflationary trend intensifies and potentially turns into deflation

-The economic recovery currently underway proves unsustainable

-Flow of funds provides more support for bonds than anticipated” (Niels Jensen).

-

IMPORTANT A LIRE:

<http://www.arpinvestments.com/The%20Absolute%20Return%20Letter%202014.pdf>

<http://www.businessinsider.com/bill-gross-feb-investment-commentary-2014-2>

-

<http://www.moneynews.com/StreetTalk/gundlach-treasury-bonds-investing/2014/02/03/id/550588>

<http://www.marketwatch.com/story/bonds-are-suddenly-the-hot-investment-2014-02-03?siteid=YAHOOB>

-

<http://www.moneynews.com/InvestingAnalysis/Treasury-yields-confound-predictions/2014/02/02/id/550413>

-

<http://blog.kimblechartingsolutions.com/2014/02/for-the-past-few-years-doing-the-opposite-here-has-paid-off/>

-

En conclusion, nous sommes d'avis que l'éclatement progressif de la MÉGA BULLE mondiale actuelle des marchés d'actions est probablement celui dont presque personne ne se remettra, parce que c'est vraisemblablement la

DERNIÈRE, les banques centrales n'étant plus à l'avenir en mesure de recréer une telle bulle faute de pouvoir recourir aux QE et LTRO toujours plus massifs (donc en augmentant leurs bilans à l'infini), dont la plupart des effets directs ou collatéraux (la déflation monétaire, la manipulation générale des prix, le capitalisme de connivence, la répression financière, etc.) sont bien pires que s'ils n'avaient jamais été mis en place. Et dont on ne peut plus ensuite sortir qu'avec des conséquences négatives imprévisibles touchant tous les pays (mondialisation oblige) y compris ceux qui n'y sont pour rien. Plus personne ne devrait actuellement conserver de positions importantes non arbitrées en actions, même de sociétés saines, parce que l'effet de contagion d'un possible KRACH GLOBAL serait difficilement maitrisable. Ceux qui connaissent vraiment l'état de délabrement du Système monétaire et bancaire actuel le comprendront. A l'avenir, les banques centrales, qui ont déjà perdu toute indépendance, perdront aussi beaucoup de leurs pouvoirs exorbitants actuels et le sauvetage des banques privées supposées "too big to fail" deviendra de moins en moins faisable, ce qui serait évidemment un progrès mais secouerait les marchés financiers qui continuent à tort de croire lesdites banques centrales infaillibles et toutes puissantes...

-

Lire plusieurs textes intéressants:

<http://blog.turgot.org/index.php?post/Allister-Heath-Davos>

-

<http://blog.turgot.org/index.php?post/Hanke-nov-2013>

-

<http://blog.turgot.org/index.php?post/Hanke-jan2014>

-

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20140204trib000813542/crise-des-emergents-les-banques-europeennes-exposees-a-hauteur-de-3.400-milliards-de-dollars.html>

-

Aggravation de la crise économique européenne:

-

<http://www.atlantico.fr/decryptage/rechute-5-graphiques-pour-comprendre-retour-crise-au-moment-meme-ou-on-pensait-que-zone-euro-etait-en-train-en-sortir-973792.html?page=0,0>

-

La légalité des achats d'obligations d'États européens par la BCE est douteuse:

-

<http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702304680904579368230722176484?mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702304680904579368230722176484.html>

-

L'or, étant une protection contre la baisse du dollar US mais pas contre la baisse des actions, ne pourrait vraiment remonter que si le Dollar US Index chutait ou bien (ce qui revient plus ou moins au même) si le dollar australien remontait contre le dollar US (puisque la corrélation entre l'or et la parité dollar australien/dollar US est évidente) mais la probabilité de ce scénario est encore faible, tant que les prix des actions des sociétés minières ne se redresseront pas durablement d'abord.

-



Incertitudes européennes :

Ô TEMPS ! SUSPENDS TON VOL...

8 février 2014 par François Leclerc

Le temps qui en Europe était à l'apaisement sur les marchés vire à la forte incertitude. La BCE a suscité jeudi dernier une déception prononcée en ne prenant aucune des décisions attendues en raison de la poursuite de la désinflation, au prétexte de la « complexité » de la situation. La meilleure des

hypothèses est désormais que la Banque préfère garder pour plus tard ses dernières cartouches, la pire est qu'elle a fait une grosse erreur de jugement.

Les juges de la Cour Constitutionnelle allemande ont vendredi accentué le trouble, en déclarant à propos du programme OMT d'achat de titres souverains qu'il existe « d'importantes raisons de penser [qu'il] outrepassse le mandat de la Banque centrale européenne en matière de politique monétaire ». Tout en décidant, fait sans précédent, de demander à la Cour européenne de justice de statuer sur le point capital : y a-t-il en l'espèce violation des traités qui cadrent sa mission ? Mais le mal est fait, laissant planer le doute sur la possibilité qu'a la BCE d'activer désormais son programme pour calmer le jeu si nécessaire, cette menace qui lui donnait tout son poids.

Contribuant à la détérioration du climat, les révélations à propos de manipulations du Forex, le marché des devises où s'échangent quotidiennement 5.300 milliards de dollars de devises, annoncent, [comme le signalait Paul Jorion mardi dernier](#), un scandale encore plus grand que celui du Libor, qui n'est pourtant pas mince. Même cause, même effet : un dispositif reposant également sur un panel de banques aurait permis à des traders d'influer sur les cours, les plus grands établissements bancaires étant à nouveau impliqués. Signe que les enquêtes en cours au Royaume-Uni et aux États-Unis s'approchent du but, les renvois et les démissions de responsables des départements des devises et des changes se multiplient. Plus embarrassant encore, la Banque d'Angleterre aurait été informée à l'époque mais n'aurait pas vu raison de s'inquiéter.

En Grèce, la proposition d'Alexis Tsipras d'organiser une conférence en vue d'annuler une partie de la dette, notamment dans les pays du sud de l'Europe, ne va pas contribuer à détendre l'atmosphère, les sondages accordant l'avantage électoral à Syriza. Tout va être tenté pour conforter Antonis Samaras, le premier-ministre de Nouvelle Démocratie et éviter des législatives anticipées. Enfin, mais passé inaperçu, la Banque des règlements internationaux a dévoilé le 31 janvier un rapport selon lequel les banques européennes étaient exposées à hauteur de 2.200 milliards d'euros sur les marchés émergents, au moment où ceux-ci subissent les effets conjoints du ralentissement de l'économie chinoise et du retrait des capitaux consécutif au *tapering* de la Fed. Un nouveau facteur de déséquilibre potentiel est apparu.

Seule consolation, le marché obligataire européen redevient un refuge, tout est relatif, et les cours des valeurs bancaires et les taux des obligations que les établissements émettent s'en ressentent. Comme si, également, les prochains examens de l'Autorité bancaire européenne et de la BCE valaient par avance assurance. *Le marché* a ses raisons que la raison ne connaît pas.

Uné époque formidable

Posté le 8 février 2014 par *Bcolmant*



Il y a quelque chose de très singulier dans le monde boursier.

Dès que les créations d'emplois américaines sont en-dessous des anticipations, la bourse monte.

C'est contre-intuitif.

Cela l'est moins quand on sait que tout ralentissement en matière d'emploi américain postpose la fin de l'assouplissement monétaire.

Les taux d'intérêt sont donc maintenus bas par le tassement économique, ce qui entraîne une augmentation des cours boursiers.

C'est donc la faiblesse du marché d'emploi et les banques centrales qui pilotent les marchés boursiers. Elles guident aussi les cours de change : toute velléité d'assouplissement quantitatif en Europe renchérit le cours du dollar et inversement. Le même phénomène est constaté aux Etats-Unis.

Une économie réelle en berne se traduit par une économie boursière prospère.

Les banques centrales sont partout.

Est-ce sain ?

L'avenir le dira.

VENEZUELA Le temps des pénuries

LeMonde.fr 7 février

Le contrôle des prix et celui des changes ont aggravé la situation économique. Les rayons des magasins se vident peu à peu.



Un supermarché à Judibana, au Venezuela - [ArwinJ/CC](#)

La pénurie des biens et des services complique chaque jour un peu plus la vie des Vénézuéliens. Outre les aliments de base, les médicaments, les pièces détachées pour voitures, ordinateurs et téléphones, et même les produits d'hygiène, les rasoirs et le dissolvant, disparaissent peu à peu des rayons des magasins.

Les matières premières et les produits importés se font rares à cause des délais imposés au secteur privé pour obtenir des devises [dans un système de contrôle des changes]. Faute de dollars, les détaillants, les cavistes, les menuisiers et les coiffeurs, ainsi que le secteur de l'industrie agroalimentaire, la chimie et les laboratoires pharmaceutiques, les chaînes de montage dans l'automobile et les maisons d'édition ne peuvent plus importer. Tous ces secteurs enregistrent donc des failles dans leur processus de production et de commercialisation.

Passer un examen de santé ou une analyse dans un laboratoire commence à devenir compliqué. La qualité des services de santé est ainsi touchée. Les importateurs de matériel médical doivent 425 millions de dollars à leurs fournisseurs étrangers. En décembre, le président de l'Association vénézuélienne des importateurs de matériel des laboratoires Carlos Canelón s'en est indigné : *“Il devient de plus en plus difficile de faire toutes les analyses nécessaires pour un examen de santé parce qu'il manque un réactif, et les laboratoires ne peuvent pas faire leur travail correctement.”*

Le président de l'Association vénézuélienne des cliniques et hôpitaux privés, Carlos Rosales, a quant à lui révélé que les institutions de santé privées étaient en train d'épuiser leurs réserves. Les voyageurs ne sont pas épargnés par ces problèmes de change. Les compagnies aériennes limitent la vente de billets. La Cadivi [Caisse d'administration des devises] leur doit 3,5 milliards de dollars, depuis cinq mois le secteur attend les devises officielles pour les billets vendus en bolivars au Venezuela. Les entreprises en viennent à réduire l'offre pour le pays.

Récemment, Air Europa a affecté une partie des vols en partance de Madrid pour Caracas vers d'autres destinations comme Paris, Londres, Rome ou Lisbonne. *“Cette mesure permettra d'enrayer la dette du Venezuela envers Air Europa”*, explique José Luis Alvarez, directeur général au Venezuela. Quelques compagnies aériennes envisagent de cesser leur activité dans le pays, puisque la dette du Venezuela compromet leur trésorerie.

Le manque de produits de première nécessité bouleverse la vie des Vénézuéliens, qui arpentent les rues à la recherche d'un supermarché ou d'une boulangerie ayant des produits en stock. *“Les courses une fois par mois c'est fini, aujourd'hui on achète ce qu'on trouve. Et donc on en vient à payer plus cher et à acheter des choses dont on n'a pas encore besoin de peur d'en manquer plus tard”*, raconte Carolina Hernández, femme au foyer. La pénurie de produits alimentaires s'explique par le contrôle des prix fixé depuis 2003.

Depuis un an et demi, la Cadivi [supprimée et remplacée par une autre administration] refuse l'octroi de devises aux étudiants de plusieurs filières des sciences sociales.

Au moment de choisir des études à l'étranger, les Vénézuéliens hésitent car ils savent qu'ils risquent de ne pas obtenir les devises dont ils vont avoir besoin. Certains départements d'anglais sont touchés. D'autres non. *“C'est la loterie. Nous avons envoyé notre fille étudier à Londres, mais nous avons dû acheter une partie des devises par nos propres moyens [sur le marché noir] parce que nous n'étions pas sûrs que la Cadivi allait nous en fournir et au*

final nous n'avons pu lui payer que trois mois d'études”, raconte Marinne Rivas. Pour les transferts d'argent vers l'étranger, les sommes sont plafonnées et en règle générale très peu d'envois sont autorisés.

Autre conséquence de la pénurie de devises : les journaux et les magazines manquent de papier [le pays n'en produit pas]. Les quotidiens et les journaux en général sont donc de plus en plus minces.

Le monde de l'édition est également mal en point. Les derniers best-sellers et les livres à la mode n'arrivent plus dans le pays et ne peuvent être imprimés sur place par manque de papier. Le choix est donc restreint pour les lecteurs. En décembre plusieurs librairies ont été contraintes de baisser leurs prix, ce qui les a conduites à vendre une grande partie de leur stock et elles n'ont désormais plus grand-chose en rayon. Le nombre de voitures immobilisées en attente de réparation est également en hausse. Les garagistes ont en effet du mal à s'approvisionner puisque 70 % des pièces détachées sont importées.

Outre les voitures, cette raréfaction des pièces détachées affecte également les ascenseurs, les appareils électroménagers, les ordinateurs et les téléphones portables.

—**Nicolle Yapur Katuska Hernández**

Publié le 19 janvier 2014 dans *El Nacional* (extraits) Caracas

En Argentine l'“économie Titanic”

●●● Depuis fin 2011, le gouvernement de Cristina Kirchner a progressivement restreint l'achat de dollars par les particuliers. Dans un pays où les épargnants sont habitués à économiser dans cette devise pour garantir la valeur de leur argent, ces mesures protectionnistes ont développé un marché noir où le billet vert coûte jusqu'à 50 % de plus que sa valeur officielle. Le 24 janvier, après avoir dévalué le peso, le gouvernement a annoncé la flexibilisation de ces mesures.

“Les Argentins doivent gagner au moins deux fois le salaire minimum, c'est-à-dire 7 200 pesos [730 euros], pour pouvoir acheter 180 dollars par mois, [sur lesquels] ils devront payer 20 % d'impôts”, explique le quotidien

économique **El Cronista**.

Pour le journal **Perfil**, *“le principal problème du gouvernement, c’est son manque de crédibilité. L’économie argentine est aujourd’hui un Titanic qui se dirige vers son iceberg.”*

La Semaine à Béchade 8/2/2014

Par The Wolf : Philippe Béchade/ *Chronique Agora*

Emploi : en Allemagne, Merkel enterre l’esprit des lois Hartz

"L’humanité d’une société se manifeste dans sa manière de traiter les plus faibles, les vieux et les malades".

Cette déclaration n’émane pas du président des Emmaüs à l’occasion du 60ème anniversaire de l’association ce week-end mais d’Angela Merkel devant le Bundestag mercredi dernier. Elle a servi de préambule à son soutien au projet de loi de sa ministre du Travail, Andrea Nahles (SPD), qui propose d’abaisser l’âge légal de départ à la retraite à taux plein de 67 à 63 ans pour les travailleurs ayant 45 ans de cotisations derrière eux.

La chancelière, décidément très en verve mercredi dernier, a fait une autre proposition qui semble marquer un véritable tournant dans le traitement social du travail et du chômage. Il s’agit de la limitation de la durée du travail intérimaire à 18 mois au maximum et l’alignement du revenu des "précaires" sur celui des salariés disposant d’un contrat à long terme.

Dans certaines entreprises exploitant les règles en vigueur depuis 2005 avec cynisme, des intérimaires provenant d’autres pays d’Europe pouvaient être payés au tiers du salaire versé à un employé allemand en CDI.

▪ Réquisitoire et déminage express

Angela Merkel a fait part de sa volonté de "mettre fin aux dérives et à la face sombre des réformes du marché du travail menées sous les précédents gouvernements".

C’est un réquisitoire à peine voilée contre les Lois Hartz de 2004. Ces dernières font l’objet de vives critiques de la part de certains Etats européens qui accusent l’Allemagne de pratiquer le dumping salarial et de brider la consommation outre-Rhin.

Au même moment, par une coïncidence à peine croyable, la presse révélait que Peter Hartz venait d'avoir une ou plusieurs entrevues avec François Hollande, provoquant un tollé général à gauche.

L'Elysée a mis moins de trois heures à démentir la rumeur selon laquelle le Président pourrait avoir recours aux conseils de M. Hartz. Notez avec quelle célérité "le château" a réagi : du déminage express !

Pour la petite histoire, Peter Hartz était déjà venu à Paris pour participer fin mai 2013 à un colloque consacré à "la recherche de compétitivité et aux perspectives de l'emploi en l'Europe"... Cela dans l'indifférence générale — mais il n'était pas encore question de "pacte de responsabilité" ni d'entame de négociations avec les partenaires sociaux.

▪ Pourquoi le nom de Peter Hartz suscite-t-il aujourd'hui tant d'hostilité ?

Il faut dire que le contexte a bien changé en 10 ans !

Qui se souvient de l'état de l'Allemagne après les deux années de récession de 2002 et 2003 ? Qui se souvient du scandale des statistiques de l'emploi truquées outre-Rhin à l'époque ? Le chômage était massivement sous-estimé par la fiction statistique.

Le mot d'ordre fut de remettre l'Allemagne au travail. Le moyen choisi par Gerhard Schröder — sur les conseils de Peter Hartz, l'ex-DRH de Volkswagen — fut de flexibiliser au maximum le marché de l'emploi et de rendre le chômage "inconfortable".

Les lois "Hartz 4", qui font aujourd'hui figure d'épouvantail dans toute l'Europe, rencontrèrent à l'époque une large adhésion de l'opinion publique germanique. Les entreprises jouèrent apparemment le jeu et le chômage diminua effectivement... mais au prix d'une paupérisation et d'une précarisation des catégories professionnelles les plus mal défendues par les syndicats.

Les garanties dont bénéficiaient des millions de chômeurs furent passées au marteau-pilon (durée d'indemnisation divisée par trois, pensions de misère...). Les sans-emplois durent accepter n'importe quel poste à n'importe quel prix, ce qui entraîna une déflation salariale généralisée particulièrement avantageuse pour les entreprises exportatrices.

Les dernières déclarations de Mme Merkel vont-elles enfin dissiper

l'aveuglement des élites européennes qui créditent Messieurs Hartz et Schröder du miracle allemand des années 2005/2008 puis 2010/2013... alors qu'il s'agit principalement d'un heureux accident de l'histoire ?

▪ De l'utilité d'un euro fort... pour certains

La sortie de l'ornière de l'Allemagne n'a pas été un cas isolé dans le monde — avec ou sans refonte du système social — mais une conséquence quasi inéluctable d'un euro fort taillé "sur mesure" pour l'industrie exportatrice allemande. Cette dernière a été, pour des raisons structurelles, la principale bénéficiaire du boom économique chinois et asiatique.

J'ajouterais que la bonne santé des entreprises allemandes, outre la modération salariale qui s'est imposée à partir de 2004/2005, a été largement renforcée par la réduction concomitante du taux d'imposition sur les sociétés distribuant un minimum de dividendes : l'entreprise qui garde sa trésorerie se trouve incitée à investir dans la "recherche/développement". Il faut également compter avec l'abaissement de l'imposition sur les transmissions des entreprises si ces dernières s'engagent à augmenter le nombre d'emplois d'un pourcentage prédéterminé dans les sept années qui suivent... Ce dont, pour le coup, la France ferait bien de s'inspirer !

Je peux en outre comprendre l'émoi de nombre de militants de la majorité comme de l'opposition connaissant le CV de M. Hartz. Il a été rattrapé par la justice dès 2005 pour de sordides affaires de corruption de dirigeant syndical (une pratique très répandue à l'époque) et d'abus de biens sociaux (incluant de grosses sommes servant à financer des amours tarifées), qui le poursuivaient depuis qu'il avait quitté son poste de directeur des ressources humaines à la tête de Volkswagen.

Faisant face à 44 chefs d'inculpation, Peter Hartz s'en tira en 2007 avec deux ans de prison avec sursis et une amende de 576 000 euros pour corruption et détournement de fonds sans enrichissement personnel (d'où son maintien en liberté).

Mais la "condamnation" qui sera peut-être la plus douloureuse à ses yeux, c'est bien celle des "dérives" et de "l'inhumanité du système" que son action auprès de G. Schröder a engendrées.

Les entreprises du Venezuela risquent l'expropriation

Il n'y aura bientôt plus aucun produit sur les étagères des magasins du Venezuela si le président décide de faire appliquer ses récentes menaces.

Voici l'extrait d'un article publié par El Economista et disponible en espagnol [ici](#).

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a menacé d'expropriation les entreprises qui ne se plient pas à la loi sur le juste prix. « J'ai appelé à l'autorégulation des produits et des prix. Je donne aux entreprises jusqu'à lundi pour s'y plier. Les sociétés qui continueront de violer la loi sur le juste prix à compter de lundi seront punies sévèrement ».

« Ne sous-estimez pas notre capacité à exproprier. Vous découvrirez rapidement que nous sommes prêts à prendre des mesures drastiques », a décrété le président, qui a été cité par le journal La Verdad.

Maduro a reporté mardi l'arrestation d'un homme d'affaires à la frontière colombienne. L'homme a été condamné à 14 ans de prison pour avoir tenté de trafiquer des biens consommables.

Pour plus de détails, je vous conseille de lire ceci : [Venezuela Enacts "Law of Fair Prices" Banning Profits Over 30%, with 10-Year Imprisonment for Hoarding.](#)

Transformer les pierres en pain ou le miracle keynésien

Par Ludwig von Mises
Extrait des Archives

Article originellement publié le 15 janvier 2012

Le fonds de commerce de tous les auteurs socialistes est l'idée qu'il existe une abondance potentielle et que le remplacement du capitalisme par le socialisme permettrait de donner à chacun « selon ses besoins ».

D'autres auteurs veulent arriver à ce paradis par une réforme du système de la monnaie et du crédit. Selon eux, seuls la monnaie et le crédit font défaut. Ils considèrent que le taux d'intérêt est un phénomène créé de manière artificielle par la rareté tout aussi artificielle des « moyens de paiement ». Dans des centaines, voire des milliers, de livres et de pamphlets, ils s'en

prennent de manière passionnée aux économistes « orthodoxes » qui répugnent à admettre que les doctrines inflationnistes et expansionnistes sont saines. Tous les maux, répètent-ils à l'envie, sont causés par les enseignements erronés de cette « science lugubre » qu'est l'économie et par le « monopole du crédit » des banquiers et des usuriers. Libérer la monnaie des chaînes du « restrictionnisme », créer une monnaie libre (*Freigeld*, dans la terminologie de Silvio Gesell) et accorder un crédit bon marché ou même gratuit, voilà le point principal de leur plate-forme politique. Des telles idées plaisent aux masses mal informées. Et elles sont très populaires auprès des gouvernements engagés dans une politique d'accroissement de la masse monétaire en circulation et des dépôts permettant de tirer des chèques. Cependant, les gouvernements et les partis inflationnistes n'ont pas voulu avouer ouvertement leur adhésion à la doctrine des inflationnistes. Alors que la plupart des pays s'engageaient dans la voie de l'inflation et se lançaient dans une politique d'argent facile, les auteurs partisans de l'inflationnisme étaient encore dénoncés comme des « monnayeurs fous ». Leurs doctrines n'étaient pas enseignées dans les universités.

John Maynard Keynes, feu le conseiller économique du gouvernement britannique, est le nouveau prophète de l'inflationnisme. La « révolution keynésienne » a en réalité consisté à épouser ouvertement les doctrines de Silvio Gesell. Lord Keynes, qui était le plus en vue des Geselliens britanniques, avait également adopté le curieux jargon messianique de la littérature inflationniste et l'avait introduit dans les documents officiels. L'accroissement du crédit, dit le *Paper of the British Experts* du 8 avril 1943, accomplit le « miracle... de transformer une pierre en pain ». L'auteur de ce document était, bien entendu, Keynes lui-même. On peut dire que la Grande-Bretagne a bien évolué depuis les idées de Hume et de Mill sur les miracles jusqu'à cette affirmation.

- II -

Keynes entra sur la scène politique en 1920 avec son livre, *Les Conséquences économiques de la paix*. Il essayait de prouver que les sommes exigées pour les réparations étaient bien plus grandes que ce que les Allemands pouvaient se permettre de payer et de « transférer ». Le succès de

ce livre fut énorme. La machine de propagande des nationalistes allemands, bien implantée dans tous les pays, présentait activement Keynes comme le plus grand économiste et le plus sage diplomate de Grande-Bretagne.

Ce serait pourtant une erreur de rendre Keynes responsable de la politique étrangère suicidaire que la Grande-Bretagne poursuivit dans l'entre-deux guerres. D'autres forces, en particulier l'adoption de la doctrine marxiste de l'impérialisme et du « bellicisme capitaliste », furent bien plus importantes dans la montée de la politique d'apaisement. À l'exception d'un petit nombre d'hommes clairvoyants, tous les Britanniques soutenaient la politique qui permit finalement aux nazis de lancer la Seconde Guerre Mondiale.

Un économiste français très doué, Étienne Mantoux, a analysé point par point le célèbre ouvrage de Keynes. Le résultat de cette étude très détaillée et consciencieuse était dévastatrice pour Keynes l'économiste et le statisticien, ainsi que pour Keynes le diplomate. Les amis de Keynes n'arrivaient pas à trouver de réponse convaincante. Le seul argument que son biographe et ami, le professeur E.A.G. Robinson peut avancer est que cette puissante mise en accusation de la prise de position de Keynes provenait « comme on pouvait l'attendre, d'un Français » (*Economic Journal*, volume LVII, p. 23). Comme si les effets désastreux de la politique d'apaisement et de défaitisme n'avaient pas aussi produit ses effets en Grande-Bretagne!

Étienne Mantoux, fils du célèbre historien Paul Mantoux, était le plus brillant des jeunes économistes français. Il avait déjà fait de précieuses contributions à la théorie économique – parmi celles-ci une critique tranchante de la *Théorie générale* de Keynes, publiée en 1937 dans la *Revue d'Économie politique* – avant de commencer son ouvrage *The Carthaginian Peace or the Economic Consequences of Mr. Keynes* (Oxford University Press, 1946). Il ne vécut pas assez longtemps pour voir la publication de son livre. Officier des forces françaises, il fut tué en campagne dans les derniers jours de la guerre. Sa mort prématurée fut un grave coup porté à la France, qui a tragiquement besoin aujourd'hui d'économistes sains et courageux.

Ce serait également une erreur de faire rendre Keynes responsable des erreurs et des échecs des politiques financières et économiques britanniques. Quand il commença à écrire, la Grande-Bretagne avait abandonné depuis longtemps le principe du laissez-faire. On le devait à des hommes comme Thomas Carlyle et John Ruskin et, plus particulièrement, aux Fabiens. Les gens nés dans les années 1880 et plus tard étaient les simples épigones des socialistes des universités et des salons de la fin de la période victorienne. Ils ne critiquaient pas le système en place, comme leurs prédécesseurs l'avaient fait, mais chantaient les louanges des politiques du gouvernement et des groupes de pression, dont l'insuffisance, la futilité et le caractère nuisible devenaient chaque jour plus évident.

Le professeur Seymour E. Harris vient de publier un gros volume d'essais de différents auteurs, universitaires et bureaucrates, traitant des doctrines que Keynes a développées dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, publiée en 1936. Le titre de ce recueil était *The New Economics, Keynes' Influence on Theory and Public Policy* [La nouvelle économie, l'influence de Keynes sur la théorie et sur la politique publique] (Alfred A. Knopf, New York, 1947). Il n'est pas important de savoir si le keynésianisme a légitimement droit à l'appellation de « nouvelle économie » ou s'il n'est pas plutôt un retour aux sophismes mercantilistes si souvent réfutés et aux syllogismes de nombreux auteurs voulant rendre les gens heureux avec de la fausse monnaie. Ce qui compte ce n'est pas de savoir si une doctrine est neuve mais si elle est saine.

Le point remarquable de ce symposium est qu'il n'essaie même pas de réfuter les objections *justifiées* portées contre Keynes par des économistes sérieux. L'éditeur semble incapable de concevoir qu'un homme honnête et non corrompu puisse être en désaccord avec Keynes. Selon lui, l'opposition à Keynes provient des « intérêts directs que les chercheurs trouvent dans l'ancienne théorie » et de « l'influence prépondérante de la presse, de la radio, de la finance et de la recherche subventionnée ». À ses yeux, les non-keynésiens ne sont qu'une bande de sycophantes corrompus, indigne de la moindre attention. Le professeur Harris adopte ainsi les méthodes des marxistes et des nazis, qui préféraient insulter les critiques et mettre en doute leurs motifs plutôt que de réfuter leurs thèses.

Quelques contributions sont écrites dans un langage digne et sont réservées, voire critiques, dans leur appréciation des accomplissements de Keynes. D'autres sont simplement des explosions dithyrambiques. Ainsi, le professeur Paul E. Samuelson nous dit: « Être né en tant qu'économiste avant 1936 était une bénédiction – oui. Mais pas trop longtemps avant! » Et il se met à citer Wordsworth:

Qu'il était voluptueux de vivre dans cette aube,
Mais être jeune était véritablement divin!

Redescendant des hauteurs élevées du Parnasse dans la vallée prosaïque de la science quantitative, le professeur Samuelson nous fournit l'explication exacte de la prédisposition des économistes envers l'évangile keynésien de 1936. Ceux qui avaient moins de 35 ans comprenaient parfaitement, au bout d'un moment, ce qu'il voulait dire; ceux qui avaient plus de 50 ans se montraient imperméables et les économistes entre ces deux limites étaient divisés. Après nous avoir ainsi servi une version réchauffée du thème de la *giovanezza* de Mussolini, il nous offre encore d'autres slogans éculés du fascisme, comme la « vague du futur ». Cependant, sur ce point, un autre contributeur, M. Paul M. Sweezy, n'est pas d'accord. À ses yeux, Keynes, infecté par « les défauts de la pensée bourgeoise », n'est pas le sauveur de l'humanité mais uniquement le précurseur dont la mission historique est de préparer l'esprit britannique à accepter le marxisme pur et à rendre la Grande-Bretagne idéologiquement mûre pour le socialisme intégral.

- IV -

En ayant recours à la méthode de l'insinuation et en essayant de rendre leurs adversaires suspects par l'utilisation de termes ambigus autorisant diverses interprétations, les partisans de Lord Keynes ne font qu'imiter les procédés de leur idole. Car ce que beaucoup ont appelé avec admiration « le style brillant » et « la maîtrise du langage » n'étaient en réalité qu'astuces

rhétoriques bon marché.

Ricardo, dit Keynes, « conquiert l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne. » [*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Livre I, Chapitre 3, paragraphe III. NdT] C'est la comparaison la plus vicieuse que l'on puisse imaginer. L'Inquisition, à l'aide d'agents armés et de bourreaux, avait soumis le peuple espagnol par la force. Les théories de Ricardo furent acceptées comme correctes par les intellectuels britanniques sans que la moindre pression ou contrainte soit exercées en leur faveur. Mais en comparant ces *deux* choses si différentes, Keynes suggère indirectement qu'il y a avait quelque chose de honteux dans le succès des enseignements de Ricardo et que ceux qui les désapprouvent sont des champions héroïques, nobles et intrépides de la liberté, à l'image de ceux qui combattirent les horreurs de l'Inquisition.

Le plus fameux des aphorismes de Keynes est: « Deux pyramides, deux messes pour un mort, valent deux fois plus qu'une seule. Mais ceci n'est pas vrai de deux voies ferrées reliant Londres à York. » [*Idem*, Livre III, Chapitre 10, paragraphe VI. NdT] Il est évident que cette boutade, digne d'un personnage d'une pièce d'Oscar Wilde ou de Bernard Shaw, ne prouve nullement la thèse selon laquelle « [c]reuser des trous dans le sol aux frais de l'épargne accroît non seulement l'emploi mais encore le dividende national réel en biens et services utiles. » [*Idem*, Livre III, Chapitre 16, paragraphe III. NdT] Mais cela place l'adversaire dans la situation délicate de laisser un semblant d'argument sans réponse ou de devoir employer les instruments de la logique et du raisonnement discursif contre un brillant mot d'esprit.

Un autre exemple de la technique de Keynes nous est fourni par sa description malveillante de la Conférence de la Paix de Paris. Keynes n'était pas d'accord avec les idées de Clemenceau. Il essaya dès lors de ridiculiser son adversaire en dissertant longuement sur ses habits et sur son apparence qui, semble-t-il, ne correspondaient pas aux critères établis par les spécialistes de la confection pour hommes de Londres. Il est difficile de trouver le moindre lien avec le problème des réparations allemandes dans le fait que les chaussures de Clemenceau, « très solides, mais rustiques, étaient en épais cuir noir, et parfois attachées curieusement sur le devant par une

boucle qui tenait lieu de lacets. » [*Les Conséquences économiques de la paix*, Chapitre III. NdT] Après que 15 millions d'êtres humains périrent dans la guerre, les hommes d'État les plus éminents du monde s'étaient rassemblés pour donner à l'humanité un nouvel ordre international et une paix durable... et l'expert financier de l'Empire britannique s'amusait du style rustique des chaussures du Premier Ministre français. Quatorze ans plus tard, il y eut une autre conférence internationale. Cette fois, Keynes n'était pas un simple conseiller annexe, comme en 1919, mais l'une des principales figures. Concernant cette Conférence économique mondiale de Londres en 1933, le professeur Robinson remarque: « De nombreux économistes du monde entier se souviendront [...] de la représentation de 1933 à Covent Garden en l'honneur des délégués de la Conférence économique mondiale, dont la conception et l'organisation étaient dues en grande partie à Maynard Keynes. »

Les économistes qui n'étaient pas au service de l'un de ces gouvernements lamentablement ineptes de 1933, qui ne figuraient donc pas parmi les délégués et n'avaient pas assisté à la délicieuse soirée de ballet, se souviendront de la Conférence de Londres pour d'autres raisons. Elle constitua en effet l'échec le plus spectaculaire, dans l'histoire des affaires internationales, des politiques néo-mercantilistes soutenues par Keynes. Comparé à ce fiasco de 1933, la Conférence de Paris de 1919 apparaît comme une grande réussite. Mais Keynes ne publia aucun commentaire sarcastique sur les manteaux, les chaussures et les gants des délégués de 1933.

- V -

Bien que Keynes considérait « l'étrange prophète Silvio Gesell qui a été injustement méconnu » comme un précurseur, ses propres enseignements diffèrent considérablement de ceux de Gesell. Ce que Keynes lui a emprunté ainsi qu'à la foule des autres propagandistes pro-inflationnistes n'était pas le contenu de leur doctrine, mais leurs conclusions pratiques et les tactiques qu'ils utilisaient pour saper l'influence de leurs adversaires. Ces stratagèmes sont les suivants:

- a) Tous les adversaires, c'est-à-dire tous ceux qui ne considèrent pas l'accroissement du crédit comme la panacée, sont mis dans le même sac et appelé *orthodoxes*. Il est sous-entendu qu'il n'y a pas de différences entre eux.

- b) On suppose que l'évolution de la science économique a connu son apogée avec Alfred Marshall et s'est terminée avec lui. Les découvertes de l'économie subjectiviste moderne sont écartées.

- c) Tout ce que les économistes ont fait, de David Hume jusqu'à nos jours, pour clarifier les conséquences des modifications de la quantité de monnaie et des substituts monétaires est simplement ignoré. Keynes ne s'est jamais attelé à la tâche sans espoir de réfuter leurs enseignements par le raisonnement.

Sur tous ces points, les participants du symposium ont adopté la technique de leur maître. Leur critique vise un corps de doctrine créé par leur propre imagination, qui ne ressemble en rien aux théories proposées par des économistes sérieux. Ils passent sous silence tout ce que les économistes ont dit sur la conséquence inévitable de l'accroissement du crédit. Ils donnent l'impression de n'avoir jamais entendu quoi que ce soit de la théorie monétaire du cycle économique.

Pour apprécier l'ampleur du succès que la *Théorie générale* de Keynes a rencontré dans les cercles universitaires, il faut prendre en compte les conditions qui prévalaient à l'université dans l'enseignement de l'économie durant la période de l'entre-deux-guerres.

Parmi les tenants des chaires d'économie au cours des toutes dernières décennies, seule une poignée d'entre eux était de véritables économistes, c'est-à-dire des hommes parfaitement au courant des théories développées par l'économie subjectiviste moderne. Les idées des anciens économistes classiques, tous comme ceux des économistes modernes, étaient caricaturées dans les manuels et dans les classes: on parlait d'économie démodée,

orthodoxe, réactionnaire, d'économie bourgeoise ou d'économie de Wall Street. Les enseignants tiraient fierté d'avoir réfuté pour toujours les doctrines abstraites de l'École de Manchester et du laissez-faire.

L'antagonisme entre les deux écoles de pensée se focalisa en pratique sur le traitement du problème syndical. Les économistes traités d'orthodoxes enseignaient qu'une hausse permanente des taux salariaux pour tous ceux qui désirent toucher un salaire n'est possible que dans la mesure où la quantité de capital investi par tête et la productivité du travail augmentent. Si – par un décret du gouvernement ou sous la pression des syndicats – les taux de salaire minimums sont fixés au-dessus du niveau auquel aurait conduit un marché libre, il en résulte un phénomène de chômage permanent massif.

Presque tous les professeurs des universités à la mode attaquent vivement cette théorie. Au cours de l'histoire économique des deux cents dernières années, telle que l'interprètent ces doctrinaires soi-disant « hétérodoxes », la montée sans précédent des taux de salaire et des niveaux de vie réels seraient la conséquence du syndicalisme et de la législation pro-syndicale du gouvernement. Le syndicalisme était, selon eux, très avantageux pour les véritables intérêts de tous les salariés et de toute la nation. Selon eux, seuls des apologistes malhonnêtes des intérêts manifestement injustes d'exploiteurs insensibles pourraient trouver quelque chose à redire sur les actes violents des syndicats. La préoccupation principale du gouvernement populaire, disent-ils, devrait être d'encourager autant que possible les syndicats et de leur prêter toute l'assistance dont ils ont besoin pour combattre les intrigues des employeurs et pour fixer des taux de salaire de plus en plus hauts.

Mais dès que les gouvernements et les législatures eurent investi les syndicats de tous les pouvoirs dont ces derniers avaient besoin pour faire respecter les taux de salaire minimums, les conséquences prédites par les économistes « orthodoxes » apparurent: le chômage d'une partie considérable des forces potentielles de travail fut prolongé année après année.

Les doctrinaires « hétérodoxes » étaient plongés dans la perplexité. Le seul argument qu'ils avaient avancé contre la théorie « orthodoxe » était d'en

appeler à leur propre interprétation fallacieuse de l'expérience. Mais désormais les événements s'étaient développés précisément comme l'avait prédit « l'École abstraite ». La confusion régnait au sein des « hétérodoxes ».

C'est à ce moment que Keynes publia sa *Théorie générale*. Quel soulagement pour les « progressistes » embarrassés! Ici, au moins, ils avaient quelque chose à opposer à la vision « orthodoxe ». La cause du chômage n'était pas les politiques du travail inopportunes, mais les défauts du système monétaire et du système du crédit. Nul besoin de se préoccuper plus longtemps de l'insuffisance de l'épargne, ni de l'accumulation du capital ou des déficits publics. Au contraire. La seule méthode pour éliminer le chômage était d'augmenter la « demande effective » au travers de la dépense publique, financée par l'accroissement du crédit et par l'inflation.

Les politiques recommandées par la *Théorie générale* étaient précisément celles que proposaient les « monnayeurs fous » depuis longtemps et que la plupart des gouvernements avaient adoptées lors de la dépression de 1929 et des années suivantes. Certains pensent que les écrits précédents de Keynes ont joué un rôle important dans le processus qui convertit les gouvernements les plus puissants du monde aux doctrines de la dépense insouciant, de l'accroissement du crédit et de l'inflation. Nous pouvons laisser ce point mineur en suspens. En tout cas, on ne peut nier que les gouvernements et les peuples n'ont pas attendu la *Théorie générale* pour entreprendre des politiques « keynésiennes » – ou, de façon plus précise, « Geseliennes ».

- VI -

La *Théorie générale* de Keynes de 1936 n'a pas inauguré une nouvelle ère de politiques économiques: elle a plutôt marqué la fin de cette période. Les politiques recommandées par Keynes étaient déjà très proches du moment où leurs conséquences inévitables apparaîtraient clairement et où leur poursuite serait impossible. Même les keynésiens les plus fanatiques n'ont pas osé dire que la misère actuelle de l'Angleterre serait l'effet d'une trop grande épargne et d'une dépense insuffisante. L'essence des politiques

économiques « progressistes » tant vantées au cours des dernières décennies était de s'approprier une part sans cesse croissante des hauts revenus afin d'employer les fonds ainsi levés pour financer le gaspillage public et pour subventionner les membres des groupes de pression les plus puissants. Aux yeux des « hétérodoxes », tout type de politique, aussi évidente puisse être son insuffisance, se justifiait comme moyen de conduire à plus d'égalité. Ce procédé touche désormais à sa fin. Avec les taux d'imposition pratiqués et les méthodes appliquées pour contrôler les prix, les profits et les taux d'intérêt, le système s'est lui-même détruit. Même la confiscation de tout penny au-dessus de 1 000 livres par an ne procurera aucune augmentation perceptible des rentrées fiscales britanniques. Les Fabiens les plus fervents ne peuvent pas ne pas comprendre que, dès lors, les fonds destinés à la dépense publique doivent être pris aux mêmes personnes qui sont supposées en profiter. La Grande-Bretagne a atteint à la fois la limite de l'expansionnisme monétaire et celle de la dépense publique.

La situation des États-Unis n'est pas fondamentalement différente. La recette keynésienne pour faire grimper les taux de salaire ne marche plus. L'accroissement du crédit, appliquée dans des proportions jusqu'alors inconnues par le *New Deal*, différa pour un court instant les conséquences des mauvaises politiques du travail. Durant l'intervalle, le gouvernement et les leaders syndicaux purent se vanter des « gains sociaux » qu'ils avaient obtenus pour « l'homme ordinaire ». Mais les conséquences inévitables de l'accroissement de la quantité de monnaie et des dépôts est maintenant devenue visible: les prix montent de plus en plus. Ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis est l'échec final du keynésianisme.

Il n'y a pas de doute que le public américain s'éloigne des idées et des slogans keynésiens. Leur prestige diminue. Il y a encore quelques années, les politiciens discutaient naïvement du montant du revenu national en dollars, sans tenir compte des changements que l'inflation créée par le gouvernement avaient apportés au pouvoir d'achat du dollar. Les démagogues précisaient le niveau auquel ils voulaient conduire le revenu national (en dollars). Aujourd'hui, ce mode de raisonnement n'est plus populaire. « L'homme ordinaire » a finalement appris que l'augmentation de la quantité de dollars ne rendait pas l'Amérique plus riche. Le professeur Harris fait encore

l'éloge du gouvernement Roosevelt pour avoir augmenté les revenus en dollars. Mais une telle logique keynésienne ne se rencontre plus aujourd'hui que dans les salles de cours.

Il y a encore quelques enseignants qui racontent à leurs étudiants qu'une « économie peut se soulever elle-même à la force de ses propres poignets » et que « nous pouvons dépenser tout en nous dirigeant vers la prospérité. »⁽¹⁾ Mais le miracle keynésien n'arrive pas à se matérialiser. Les pierres ne se transforment pas en pain. Les panégyriques des auteurs érudits qui ont contribué à la production du volume dont nous parlons se contentent de confirmer la phrase d'introduction de l'éditeur selon laquelle « Keynes pouvait éveiller chez ses disciples une ferveur quasi religieuse envers son approche économique, ferveur qui pouvait être exploitée efficacement pour la propagation de la nouvelle économie. » Et le professeur Harris de continuer: « Keynes, de fait, apportait la Révélation. »

Il est inutile de discuter avec des gens qui sont conduits par « une ferveur quasi religieuse » et croient que leur maître « apportait la Révélation ». L'une des tâches de l'économie est d'analyser soigneusement chaque plan inflationniste, ceux de Keynes et de Gesell tout autant que ceux de leurs innombrables prédécesseurs, de John Law au Major Douglas. Et pourtant, personne ne doit s'attendre à ce qu'un argument logique, ou la moindre expérience, puisse ne serait-ce qu'ébranler la ferveur quasi religieuse de ceux qui croient au salut par la dépense et l'accroissement du crédit.

1. Cf. Lorie Tarshis, *The Elements of Economics*, New York, 1947, p. 565. >>

Article originellement publié par le Québécois Libre [ici](#)

Barcelone veut imposer une amende aux propriétaires de maisons vides

Par Mish - *Global Economic Analysis*

Publié le 07 février 2014

Selon un article du Libre Mercado, le conseil municipal de Barcelone propose d'imposer une amende de 100.000 euros aux propriétaires de maisons vides.

Le conseil municipal de la ville prévoit d'imposer une amende de 100.000 euros aux propriétaires de maisons vides. La proposition du conseil municipal demande à ce que le gouvernement, avec l'aide des banques, détecte les maisons vides.

Cette déclaration souligne également l'engagement du conseil municipal à mettre en place des procédures disciplinaires pouvant aller jusqu'à trois amendes consécutives de 100.000 euros. La municipalité de Barcelone a imaginé un 'programme d'inspection pour détecter les maisons vides et garantir le droit au logement de la population'.

Par cette mesure, Barcelone rejoint d'autres municipalités qui ont déjà approuvé des procédures similaires, comme Gérone, Tarrassa ou Santa Coloma de Gramenet.

La ruée sur les locataires est lancée

En réponse à cette loi absurde, les banques et les propriétaires devront se débarrasser rapidement de propriétés à prix cassé. Cela ne fera bien sûr qu'aggraver la situation des banques.

Les banques et propriétaires pourraient aussi se mettre à chercher frénétiquement des locataires, à n'importe quel prix, pour passer outre la nouvelle restriction. Une telle manœuvre ferait pression sur les prix des loyers et les propriétaires.

En clair, une autre loi idiote.

Manipulation des cours de l'or et effondrement du système monétaire international

Publié par medisma sur 7 Février 2014, 20:38pm

Le message de Simone Wapler sur la manipulation des cours de l'or et l'effondrement du système monétaire international ...

La Stratégie de SIMONE WAPLER



*Manipulation des cours de l'or... dissimulation des chiffres officiels... et autres
écrans de fumée... "ils" tentent par tous les moyens de vous cacher :*

L'effondrement du système monétaire international !



Pourquoi les banques centrales comme la Bundesbank demandent à rapatrier leur or des coffres américains et français... et pourquoi elles ne le reverront jamais !

- Pourquoi l'on devrait assister dans les deux ans qui viennent à une recrudescence de braquages et des fermetures des bijouteries place Vendôme à Paris...
- Pourquoi, si ce n'est déjà fait, il serait utile que vous vous équipiez d'un coffre-fort en dehors du système bancaire (mais surtout, n'en parlez à personne !)...
- Comment profiter de l'une des plus spectaculaires envolées des prix de l'or depuis 1980... alors qu'"ils" veulent vous faire croire que l'or est mort.

Cher lecteur,

Ce que vous allez découvrir dans ce message est hautement polémique. Personne -- ni les banques centrales, ni les Etats -- n'a intérêt à ce que ces informations soient rendues publiques...

Oui, parce qu'au moment où vous lisez ces lignes... en dépit du discours lénifiant des hauts responsables des banques centrales et des gouvernements occidentaux...

... Le système monétaire basé sur le dollar est mort.

Je ne sais pas quand éclatera la vérité (2014 ? 2015 ?)... mais ce qui est sûr, c'est que cela se fera dans la douleur -- et avec des conséquences bien plus graves et étendues que lors de la crise de 2007.

Je vais vous présenter dans ce message une opportunité qui n'a RIEN A VOIR avec un placement ou un investissement classique, mais qui s'apparente plutôt à une mesure d'urgence -- pour vous protéger...

- *Avant* l'effondrement du système monétaire international.
- *Avant* que l'euro, le dollar -- et donc votre patrimoine -- ne valent trois fois moins qu'aujourd'hui...
- *Avant* que les valeurs refuge comme l'or ne cote deux... trois... voire 10 fois plus qu'aujourd'hui...

Ou pire :

- *Avant* qu'il n'y ait plus du tout d'or en vente sur le marché...

Je sais que tout cela peut vous paraître lointain... mais je peux vous assurer que les informations que je vais vous révéler dans ce message sont d'une actualité brûlante. Elles peuvent avoir un impact décisif sur votre patrimoine.

James G. Rickards, directeur de Tangent Capital et spécialiste des devises, l'a annoncé en septembre 2013 de manière on ne peut plus limpide : "*Quand le système monétaire international s'effondrera -- il s'agira de compter votre or.*"

Je sais que beaucoup de possesseurs d'or ont subi des pertes ces derniers mois -- mais je suis sûre que d'ici la fin de ce message, vous aurez compris pourquoi l'or reste l'une des rares bouées de sauvetage disponible et efficace

aujourd'hui.

Ceci étant dit, place aux faits...

Longtemps contestée, la souveraineté du dollar est désormais ouvertement désavouée

Je ne vais pas vous refaire l'Histoire : vous savez comme moi que "l'arnaque du dollar" a été dénoncée il y a cinquante ans par le Général de Gaulle.

Depuis la fin de l'or comme étalon du dollar à la suite des fameux accords de Bretton Woods, les banques centrales américaines ont eu tout le loisir d'imprimer autant de dollars qu'elles le souhaitent.

En 1971, le secrétaire d'Etat au Trésor John Connally répondait à ses homologues européens, qui se plaignaient des fortes fluctuations du dollar : "*Le dollar est notre monnaie mais votre problème*".

Jusqu'à dans les années 2006/2007, la Fed usait et abusait de ce droit de création monétaire et la dette en dollar trouvait preneur dans les banques centrales étrangères. Ces dernières s'en servent en effet comme réserves de change.

En dépit d'une perte constante de sa valeur (-95% depuis la création de la Fed en 1913), le dollar restait la devise de référence. Les banques vendaient leur or et achetaient des T-Bonds américains.

On échangeait des biens et des services en dollars comme si de rien n'était : la confiance était de mise.

A tel point qu'on vidait les coffres des banques centrales par palettes entières. D'après le FMI, la Suisse a vendu 877 tonnes d'or en une décennie... L'Espagne, les Pays-Bas et le Portugal ont chacun vendu plus de 200 tonnes. En 2004, Nicolas Sarkozy a vendu un cinquième des réserves d'or de la France.

Les exemples de ce genre sont nombreux !

Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait alors aucune raison de douter de la puissance du dollar -- puisque les Etats-Unis menaient le jeu sur le plan financier, économique, politique et militaire, et que leur devise était appuyée par une

colossale réserve d'or de plus de 8 000 tonnes.

Oui mais voilà : l'Occident vit au-dessus de ses moyens, les gouvernements va-t-en-guerre des précédentes administrations américaines poussent les Etats-Unis à s'endetter dangereusement...

... Tant et si bien qu'en 2006, la Fed décide de stopper tout bonnement la publication des chiffres de la masse monétaire (M3), qui indiquait la quantité de dollars circulant dans le monde.

Le doute s'installe...

Puis en 2007 éclate la crise financière et toujours pas l'ombre d'une solution pour enrayer la crise de la dette. Au lieu de cela, les Etats-Unis et l'Europe décident de nationaliser les pertes des banques en faillite, de faire tourner la planche à billets à plein régime et de laisser gonfler la bulle de dettes pour sauver le dollar coûte que coûte.

Une situation qui fait perdre un peu plus chaque jour sa crédibilité au billet vert comme monnaie d'échange internationale et principale monnaie de réserve.

Au lendemain de la crise de 2007, le constat n'est que trop évident : la Fed ne PEUT pas arrêter la planche à billets. Il n'y a pas de bouton "arrêt" sur cette machine infernale. L'arrêt ne se fait que par la destruction monétaire.

La confiance est rompue.

C'est alors que l'Asie et le Moyen-Orient mettent peu à peu en place de nouvelles stratégies. Il suffit de regarder par exemple le récent accord entre le nouveau président chinois et Vladimir Poutine permettant à la Chine d'acheter du pétrole -- non plus en pétrodollars comme c'est le cas depuis les années 70 mais en yuan.

Le but du jeu est éminemment clair : se débarrasser du papier libellé en dollar qui perd de sa valeur jour après jour et acquérir des réserves de biens tangibles... et notamment d'or.

Dans combien de temps le dollar ne vaudra-t-il plus rien ?

En avril 2013, un article du célèbre journal britannique *Financial Times* révélait les résultats d'un sondage réalisé auprès de banques centrales pesant plus de 7 000 milliards de réserves de change en dollar :

Quatre cinquièmes des personnes interrogées ont pointé du doigt la politique agressive de *Quantitative Easing* menée par les Etats-Unis et l'Europe. Les rendements trop bas et la perte de valeur des devises traditionnelles les ont fait changer de stratégie : alors qu'elles étaient autrefois vendeuses d'or, elles sont devenues acheteuses.

Cette réorientation historique -- illustrée par le graphique de mon complice Cyrille Jubert ci-dessus -- donne lieu à des réactions en chaîne :

– Chine... Russie... Inde... Bangladesh... Philippines... Arabie Saoudite... Thaïlande... Biélorussie... Venezuela... Sri Lanka... Ile Maurice... Mexique... Bolivie... Colombie... Corée du Sud... Turquie... Kazakhstan... Tadjikistan... Serbie... Ukraine... Mongolie... Malte... Grèce... Argentine... Les banques centrales d'Asie, du Proche-Orient et d'Amérique latine -- augmentent leurs réserves d'or.

Selon le *Telegraph* : "Les banques centrales dans le monde entier ont acheté plus de lingots (en volume) l'année dernière [en 2012] qu'à n'importe quel moment depuis près d'un demi-siècle. "

Selon le World Gold Council, la tendance se confirme : " les banques centrales [...] prévoient des achats de 450 à 550 tonnes cette année [2013], évaluées aujourd'hui à 25,3 milliards de dollars".

Oui, les banques centrales se ruent sur l'or parce qu'elles savent qu'au train où vont les choses, le dollar ne vaudra plus RIEN dans les mois et les années à venir.

La preuve : en avril 2013, les détenteurs de dette étrangère américaine ont été vendeurs nets pour 38,774 Mds\$, la plus grosse somme atteinte depuis 1978. En juin 2013, rebelote : des ventes pour 40,825 Mds\$.

Si j'étais à votre place, je me poserais une question toute simple : pourquoi les banques centrales accumulent autant d'or et vendent autant de bons du Trésor... alors que certains (le président de la Fed pour ne pas le nommer) prétendent que l'or est une relique barbare dont il n'y a plus rien à tirer ?

Selon moi, les banques centrales savent très bien ce qu'elles font -- et vous devriez en faire autant : **ACHETEZ DE L'OR** tant qu'il y en a sur le marché !

Oui, parce que si les banques centrales achètent autant l'or, c'est qu'elles savent qu'il leur sera du plus grand secours lorsqu'adviendra l'effondrement du système monétaire international... Il se pourrait même qu'elles l'imaginent plus imminent que jamais.

Mais alors pourquoi la récente baisse du cours de l'or ? La révélation que je vais vous faire est tellement énorme que le monde n'en a pas encore pris la réelle mesure.

Croyez-moi : lorsque la vérité éclatera -- dans quelques semaines ou quelques mois -- les cours de l'or pourraient atteindre des plus hauts historiques. Je ne le répèterai jamais assez : prenez vos dispositions **MAINTENANT**, avant qu'il ne soit trop tard.

Une pyramide de Ponzi au coeur de l'actuel système monétaire international !

Peu de gens se rendent compte de ce qui se passe réellement dans les coulisses de la scène monétaire internationale. On n'avait pas vu une telle défiance face à la souveraineté américaine depuis des décennies... qui se justifie malheureusement jour après jour, à mesure que l'on découvre des cadavres dans les placards :

Souvenez-vous en 2013, l'Allemagne a demandé qu'on rapatrie son or des banques américaines et françaises... Pour ce qui est de l'or contenu dans les coffres de la Fed, 300 tonnes sur les 8 000 tonnes officiellement détenues ont été auditées.

Pourtant, les Etats-Unis ont avoué ne pas pouvoir livrer l'or de l'Allemagne... avant 7 ans ! Autrement dit, le temps de réunir cet or...

Le Venezuela, la Libye et l'Iran ont rapatrié leur or ces dernières années : ils

n'ont pas de soucis à se faire de ce côté-là... Mais la Pologne a lancé en 2013 une campagne intitulée "*Rendez-nous notre or*" ! Quant à la Suisse, aux Pays-Bas et au Mexique, ils ont tous demandé à ce que soient réalisés des audits de leurs réserves d'or stockées à l'étranger...

Même l'Etat du Texas envisage de rapatrier son or de la Fed ! Le sénateur Capriglione a déclaré récemment : "*Nous essayons de savoir précisément quelle quantité d'or nous avons au Texas [...] Nous ne voulons pas simplement des certificats. Nous voulons notre or.*"

C'est là que nous entrons dans les zones hautement scandaleuses de cette affaire. En réalité, les banques centrales n'ont pas d'or dans leurs coffres.

En effet, une banque centrale a le droit de louer son or ou l'échanger à terme, avec *théoriquement* une garantie de le récupérer. Officiellement, cette opération permet de confier la garde de l'or à des *Bullion banks* (banques spécialisées) qui assurent les coûts de stockage de l'or.

Oui, mais voilà, ces *Bullion banks* se permettent de vendre à leur tour, ou de louer, cet or -- sous une forme (papier) ou sous une autre (physique) -- et ces opérations peuvent s'enchaîner les unes aux autres.

Selon Yannick Colleu, co-rédacteur de *L'Investisseur Or & Matières* : "*Le même stock d'or, initialement vendu par une banque centrale ou par un détenteur de métal (HSBC par exemple) peut ainsi être loué, vendu puis revendu puis re-revendu, etc. Plusieurs experts s'accordent pour estimer qu'il y aurait un ratio de 100 entre l'or papier qui se balade et l'or physique réellement disponible.*"

Et comme le dit Cyrille Jubert, lui aussi co-rédacteur pour *L'Investisseur Or & Matières* : "*Très peu d'acheteurs demandaient une livraison réelle d'or physique jusqu'à ces dernières années. Cela a permis aux banquiers qui contrôlent le marché de l'or de pousser le principe des réserves fractionnaires jusqu'aux limites du système.*"

Ce qui fait que de l'or français peut très bien avoir été stocké à Fort Knox puis loué à un intermédiaire qui l'aura loué à son tour à différents organismes... qui l'auront échangé et peut-être même fondu... pour qu'il termine finalement chez un bijoutier indien ou une banque chinoise.

Comme le relate William Kaye, gestionnaire de *hedge fund* à Hong Kong :

"L'or des Allemands, qu'on leur a promis dans sept ans, ils ne le reverront pas, parce qu'il n'existe plus (à la Fed) ; je le possède... la People's Bank of China le possède... la Reserve Bank of India le possède... la banque centrale de Russie le possède. Mais les Allemands (et les Américains) ne le possèdent pas."

Tout cela ne vous rappelle rien ? Cela ressemble à une vaste pyramide de Ponzi !

Ce genre de mécanisme fonctionne tant que tout le monde joue le jeu. Mais au moindre défaut de paiement, le château de cartes s'effondre, et seul celui qui aura réellement de l'or physique entre ses murs s'en sortira. **ACHETEZ-VOUS UN COFFRE !**

Si vous m'avez bien suivie jusqu'ici, vous aurez compris que le dollar perd de sa valeur jour après jour et que la politique monétaire américaine ne fait qu'accélérer ce mouvement. Vous aurez également compris que la Fed et les banques centrales européennes ne détiennent pas l'or qu'elles prétendent avoir dans leurs coffres. Aussi, le système actuel ne repose sur RIEN.

C'est le secret le mieux gardé par les banques centrales occidentales :

Le système monétaire international est mort. Toute ressemblance avec un système monétaire sain ne saurait être que purement fortuite... Nous jouons aux chaises musicales sans chaises !

Le jour où le monde découvrira qu'en plus d'émettre de la monnaie de singe, l'Occident n'a pas la moindre capacité de réunir tout l'or qu'il prétend détenir, s'en suivra une flambée des prix de l'or et de l'argent-métal sans commune mesure.

**VOILA LA PREMIERE RAISON QUI ME POUSSE A VOUS
RECOMMANDER L'ACHAT D'OR ET D'ARGENT PHYSIQUES
DES QUE POSSIBLE**

Les Etats-Unis et l'Europe veulent à tout prix éviter cette situation. Ils utilisent donc tous les moyens pour endiguer la ruée vers l'or et l'argent... et sauver les apparences.

Chute des cours de l'or depuis un an : manipulation des banques centrales occidentales !

Ouvrez bien vos yeux et vos oreilles, je vais vous révéler une deuxième raison pour laquelle vous devriez impérativement détenir de l'or chez vous, si ce n'est déjà le cas.

Wikileaks a publié ce câble provenant de l'ambassade américaine à Ouvrez bien vos yeux et vos oreilles, je vais vous révéler une deuxième raison pour laquelle vous devriez impérativement détenir de l'or chez Beijing et datant de 2009. Intéressant puisqu'il nous donne une vision que nous n'avons pas en Occident : celle des Chinois quant aux manipulations des cours de l'or.

On ne peut être plus clair : selon eux, l'Occident manipule les cours de l'or pour conserver leur hégémonie mondiale. Autrement dit, l'or devrait coter bien plus qu'il ne vaut actuellement.

En effet, l'or et le dollar sont corrélés, au moins dans les faits. Une hausse rapide du cours de l'or est un indice de perte de confiance dans le dollar, comme valeur refuge. Le taux de change du dollar en serait affecté, et la bulle obligataire américaine exploserait, semant la panique.

Alors la Fed et la BCE ont trouvé la parade : faire passer aux acheteurs l'envie d'acquérir de l'or par une manipulation des cours à la baisse -- et cela peut prendre des allures plus ou moins discrètes...

En affichant des signes de reprise économique par exemple, ou encore en prononçant la fin anticipée des QE, l'administration américaine tente de calmer les ardeurs sur l'or -- afin que les investisseurs continuent de se réfugier sur le dollar.

Prenons un exemple concret : en avril 2013, selon Andrew Maguire relayé

par Global Research, les agents de la Fed ont mis sur le marché une valeur de 500 tonnes en ventes à découvert "à nu". (*C'est-à-dire qu'ils n'ont pas eu besoin de détenir cet or physiquement ni même l'argent équivalent pour le mettre en vente*).

Avec une telle quantité -- équivalant à 16 millions d'onces ou 24 milliards de dollars -- le marché considère que l'offre est soudainement abondante, et le cours chute.

Cette opération a fait perdre 73 \$ à l'or dans la journée, soit une "perte" délibérée de plus d'un milliard de dollars, la plus forte en trois décennies. Qui d'autre qu'une banque centrale -- capable d'en imprimer autant -- peut se permettre de perdre une telle somme d'argent ?

Selon le GATA, le Gold Anti-Trust Action Committee (organisation à but non-lucratif créée en 1999 dont l'une des principales missions est de mettre en évidence les manipulations des cours de l'or par les banques centrales et les gouvernements), il n'y a pas de doute, l'objectif de ce genre de manipulation est de "*cacher la mauvaise gestion du dollar américain afin qu'il conserve sa fonction de monnaie de réserve du monde.*" -- et toujours selon cette organisation :

"Lorsque tout le monde aura compris que les banques centrales étouffent le prix de l'or, son prix pourrait monter jusqu'à 3 000 \$, 5 000 \$ l'once, voire plus".

Et figurez-vous que ce genre d'opération n'est pas réservée à l'or ; le prix de l'argent-métal aussi subit de telles manipulations. Pourquoi ?

Tout simplement parce que le jour où les banques centrales comprendront que les Etats-Unis et l'Europe sont en faillite et ne peuvent pas rembourser leurs dettes, alors elles se jetteront sur l'or... et quand il n'y aura plus d'or, elles se jetteront sur l'argent.

**VOILA LA SECONDE RAISON QUI ME POUSSE A VOUS
RECOMMANDER L'ACHAT D'OR ET D'ARGENT PHYSIQUES
DES QUE POSSIBLE.**

Tout ce que je vous révèle aujourd'hui est tenu secret mais cela ne pourra pas durer. D'autant que la riposte chinoise ne se fait pas attendre -- et je m'étonne chaque jour que personne ne remarque cet éléphant dans le magasin de porcelaine !

**Patiemment, la Chine fait des réserves d'or,
pour préparer "l'après-dollar"**

Le 2 décembre 2010, ce titre est apparu sur le site internet du *Financial Times* : "*Les importations en or de la Chine multipliés par cinq*".

Si les gens avaient compris ce que cela signifiait vraiment, cela aurait provoqué un cataclysme immédiat sur les cours de l'or... mais à ce moment-là, personne n'en a pris conscience.

Un an plus tard, un autre titre émerge parmi les dépêches de l'agence de presse Reuters : "*Record d'importations d'or depuis Hong Kong*", et là encore, aucune réaction. Chacun semble plus préoccupé par la rubrique faits divers...

Dernièrement, un autre site d'information financière -- tout aussi réputé puisqu'il s'agit de Bloomberg -- a déclaré :

"Les importations chinoises sont telles que le pays pourrait être le plus gros consommateur." Et figurez-vous qu'une fois encore...

... Personne n'a semblé s'émouvoir d'une telle information.

Mais petit à petit... la Chine fait main basse sur les réserves d'or du monde entier. En seulement 12 mois, la Chine aurait acheté et importé plus de 627 tonnes d'or.

C'est plus que la totalité des réserves de la banque centrale européenne.

Je répète : en seulement 12 mois, la Chine a importé l'équivalent des réserves d'or de la Banque centrale européenne.

Selon les chiffres du FMI, la Chine détiendrait 1 054 tonnes d'or : laissez-moi rire !

Pour commencer, ce chiffre date de 2009 -- c'est la dernière fois que la Chine a révélé officiellement le montant de ses réserves de métal jaune.

Or depuis 2009, les importations d'or chinoises ont grimpé en flèche : 40 tonnes en 2009, 120 tonnes en 2010, 420 tonnes en 2011... et 834 tonnes en 2012 !

Si on additionne tout cela au chiffre de 2009, les réserves seraient donc -- au bas mot -- de 2 468 tonnes d'or au début de l'année 2013.

Mais ce n'est pas tout !

Ce ne sont là que les importations : il faut leur ajouter la production interne de la Chine elle-même. Si l'on en tient compte, le chiffre estimé se monte à 3 927 tonnes. C'est nettement supérieur aux 3 391 tonnes de l'Allemagne, deuxième plus gros détenteur "officiel" au monde.

Ce n'est qu'un début. En effet, la Chine a investi ces 10 dernières années des milliards de yuans dans l'exploration et l'exploitation de ses mines d'or...

Objectif : devenir premier producteur devant l'Australie, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

C'est désormais chose faite. Selon *Le Figaro.fr* de février 2013, le géant chinois aurait produit 380 tonnes d'or en 2011, soit une centaine de plus que l'Australie. En 2012, la Chine aurait produit 370 tonnes contre 250 pour l'Australie et 230 tonnes pour les Etats-Unis.

Selon les prévisions de l'Association chinoise de l'industrie minière, les volumes de production d'or en République Populaire de Chine vont augmenter de 10% en 2013, atteignant 440 tonnes.

Les anticipations sur la production d'or mondiale révèlent que 2 750 tonnes pourraient être sorties des mines en 2013. Les réserves réelles de la Chine dépassent donc les 10 000 tonnes.

Pourtant, les milliers de tonnes d'or ne vont PAS inonder les marchés

internationaux, et pour cause : la Chine garde son or pour elle -- elle n'exporte PAS son or !

Alors, où va tout cet or ? Au 32 rue Cheng Fang, quartier Xi Cheng, à Beijing (Pékin). De grandes quantités de cet or ont été stockées ou bien ont transité par ce bâtiment : la Banque centrale chinoise.

Pour moi, cela ne fait aucun doute : il y a près de 10 000 tonnes d'or au 32 rue Cheng Fang -- et probablement d'immenses réserves d'argent-métal. C'est-à-dire largement assez pour que la Chine mette en place son plan secret...

**Le plan secret des élites chinoises qui pourrait
décupler votre capital...**

Théoriquement, ce qui est en train de se passer en Chine pourrait sonner la fin du dollar et plonger le monde dans l'effondrement du système monétaire international du jour au lendemain.

C'est pourquoi la Chine fait de son mieux pour opérer "en sous-marin".

**C'EST EGALEMENT LA TROISIEME RAISON POUR
LAQUELLE JE VOUS RECOMMANDE L'ACHAT D'OR ET
D'ARGENT PHYSIQUES DES QUE POSSIBLE.**

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le plan secret des Chinois est pensé et planifié de longue date. Leur objectif : devenir la première monnaie de réserve et d'échange internationale.

Autrement dit : détrôner le dollar.

Ainsi, la Chine pourra se libérer de sa dépendance à une monnaie qui perd chaque jour un peu de sa valeur... et asseoir l'hégémonie de sa propre devise en la garantissant avec de l'or.

Et la manière dont la Chine compte s'émanciper de ce boulet monétaire implique deux choses : se débarrasser de ses dollars... et acquérir de l'or, beaucoup d'or.

Pour l'acquisition d'or : nous l'avons vu. Selon mes analyses, les leaders chinois sont déjà en possession d'une quantité d'or suffisante pour garantir leur devise et internationaliser le yuan.

Pour se débarrasser de ses dollars, la Chine a plusieurs angles d'attaque :

- Elle investit dans des travaux pharaoniques (comme ce projet de canal au Nicaragua de 40 milliards de dollars en 11 ans pour doubler Panama) aux quatre coins du monde... Elle est par ailleurs dans le top 3 des plus gros investisseurs à l'étranger dans le monde.

- Elle incite sa population à retirer des dollars et à les dépenser à l'étranger...

- Et elle incite aussi ses citoyens à acheter de l'or et de l'argent-métal.

Sachant que la Chine dispose de 3 500 milliards de dollars de réserves de change... il y a de quoi faire quelques emplettes ! Est-ce que vous imaginez la puissance de frappe de la Chine ? Il semblerait que rien ne puisse l'arrêter...

Il n'y a qu'à comparer les deux grands challengers :

La Chine et ses 3 500 milliards de dollars de réserves de change et 10 000 tonnes d'or d'un côté...

De l'autre, les Etats-Unis disposent de milliers de milliards de dollars de promesses et d'une planche à billets.

Et ce qui me fait penser que les choses vont s'accélérer dans les mois qui viennent, c'est que de plus en plus de pays dits riches sont en train de retourner leur veste et de s'allier à la Chine.

Les premiers à avoir perdu confiance envers le dollar sont certes les Russes avec les Chinois, et puis le Moyen-Orient, l'Amérique latine et plus largement l'Orient... Mais aujourd'hui, même les anciens alliés monétaires occidentaux changent leur fusil d'épaule.

Le putsch monétaire chinois trouve des alliés un peu partout dans le monde...

Comme le soulignait récemment le *Financial Times*, "*l'augmentation exponentielle du renminbi [autre appellation du yuan] comme monnaie d'échange – et le marché offshore du renminbi – continue d'étonner les observateurs*".

Eh bien c'est peu de le dire ! Alors qu'elle n'était que la vingtième monnaie d'échange début 2012, la devise chinoise est passée de la treizième position en mai selon Swift à la neuvième position en septembre 2013 selon la BRI (Banques des règlements internationaux).

Au cours des trois derniers mois de 2012, le total des échanges réalisés en yuan s'est monté à 900 milliards de yuans, alors qu'ils étaient quasiment nuls trois ans plus tôt.

Même la BNP fait en ce moment de la publicité à l'attention des PME françaises pour les inciter à payer en yuan leurs partenaires chinois -- sur son site internet on peut lire : "*le renminbi sera incontestablement amené à jouer un rôle central dans le nouvel ordre monétaire international*".

Aujourd'hui, à l'instar du géant britannique Tesco, plus de 900 institutions financières dans plus de 70 pays utilisent déjà le renminbi comme monnaie d'échange à part entière.

Dans un article publié le 19 novembre 2012 sur le site d'information Atlantico, Antoine Brunet -- économiste et président d'AB Marchés -- met les pieds dans le plat :

"Toutes ces initiatives chinoises convergent vers un seul objectif : promouvoir le statut international du yuan au détriment du statut international du dollar ; et cela jusqu'à ce que le dollar soit définitivement détrôné par le yuan, jusqu'à ce que la monnaie du monde ne soit plus le dollar mais bel et bien le yuan."

Dans les faits, voici comment cela se traduit :

Dès 2009, l'Indonésie préconisait l'utilisation du yuan pour financer un emprunt nécessaire à la construction d'une centrale électrique.

Fin 2010, le yuan est échangé pour la première fois contre des roubles sur la place boursière de Moscou -- la Russie est un des partisans anti-dollars les plus fervents.

Fin 2011, la Chine et le Japon ont annoncé avoir signé un accord pour utiliser leurs monnaies respectives au lieu du dollar dans leurs échanges commerciaux.

En septembre 2012, la Chine et la Russie réitèrent en mettant fin de manière historique au règne du pétrodollar, signant un accord permettant aux Chinois d'acheter autant de pétrole qu'ils le souhaitent en yuan.

En mars 2013, le Brésil a signé un accord lui permettant de payer ses biens importés en real, tandis que la Chine paiera ses biens importés directement en yuan.

Avril 2013, en Australie, le Premier ministre a annoncé la conversion directe entre le dollar australien et le yuan sans avoir à utiliser le dollar américain comme intermédiaire.

La banque d'Angleterre a obtenu un accord de trois ans avec la Banque populaire de Chine pour procéder à des Swaps de devises (contrat d'échange de capital dans deux monnaies différentes). Même chose avec l'Albanie, Singapour, la Corée du Sud, l'Islande, la Turquie... Au total, ce sont 20 pays qui accueillent l'arrivée du yuan à bras ouverts.

Aujourd'hui, les Etats ne s'adressent plus au FMI ni aux Etats-Unis pour lever des fonds, mais à la Chine. Les entreprises émettent des obligations sur le marché de Hong Kong (comme Renault, à hauteur de 750 millions de yuan).

En France, les paiements en devise chinoise ont bondi de 6,5% à 21,4% entre mars 2012 et mars 2013 et les dépôts bancaires en yuan à Paris s'élèvent à 10 milliards, élevant notre pays à la seconde place derrière le Royaume-Uni.

Lors du dernier G20 à Saint-Pétersbourg, les BRICS ont présenté un projet de

création de fonds de 100 milliards de dollars destiné à stabiliser le marché des changes et auquel la Chine pourrait contribuer à hauteur de 41 milliards de dollars.

En voilà de drôles de manières : la Chine marche sur les plates-bandes des Etats-Unis et devient de fait le nouveau sauveur du monde !

Il ne fait plus aucun doute maintenant que la Chine veut asseoir son hégémonie monétaire et remplacer le dollar comme devise internationale de commerce.

Mais pour le moment, ces transactions sont encore *off-shore* ; pour que l'internationalisation du yuan soit effective, il faut que la Chine annonce qu'elle détient assez d'or pour assurer sa devise.

Fin décembre 2012, le gérant de fonds Leeb a réussi à obtenir un aveu d'un diplomate chinois -- qui s'est vite ravisé en réalisant qu'il risquait gros en révélant le pot aux roses...

Voici une retranscription de leur conversation :

"Je parlais avec un diplomate chinois et je lui ai dit 'vos deux ressources les plus importantes sont l'eau et l'or'. Et ce diplomate de répondre : '*oui, nous avons besoin de l'or pour garantir le yuan*'. Le diplomate a ensuite très vite réalisé qu'il venait de faire une terrible bêtise en révélant cela, et a tenté de faire machine arrière en déclarant : '*non, ce n'est pas pour garantir le yuan, c'est pour la bijouterie*'... Trop tard !"

Résumons : la Chine détient près de 10 000 tonnes d'or dans ses coffres... elle dispose de 3 500 milliards de dollars de réserve de change... et elle projette d'internationaliser son yuan.

Parallèlement, les cours de l'or sont manipulés à la baisse -- ce qui permet à la Chine de charger la mule à bon compte... Je vais vous révéler maintenant comment en faire autant et vous permettre peut-être de profiter d'une hausse historique des cours de l'or et de l'argent !

... mais avant, il y aura une énorme crise monétaire dont

VOUS pouvez sortir gagnant !

Oui, ne pensez pas que le monde va adopter le yuan du jour au lendemain... que le dollar va perdre 99% de sa valeur (en plus des 95% perdus depuis la création de la Fed en 1913) sans que cela ait aucun impact... et que le monde va adopter l'étalon or sans faire de vague.

Non, lorsque nous en serons là, le monde ira probablement mieux et nous serons enfin arrivés au terme de la Crise financière de 2007/2008. Mais avant cela -- je vous l'ai annoncé dès le début de ce message --, avant que le yuan ne devienne une monnaie de réserve et d'échange... ce sera l'effondrement du système monétaire international.

Le 12 septembre 2013, le milliardaire canadien Ned Goodman, président de Dundee Corporation, l'expliquait lors d'une conférence organisée par Cambridge House :

"Selon moi le dollar est sur le point d'être détrôné de son statut de monnaie de facto du monde. [...] les Etats-Unis vont perdre le privilège de pouvoir imprimer à leur guise la monnaie d'échange internationale. La période va être très inflationniste. Et je peux vous dire qu'avant que cela arrive, cela va probablement devenir assez moche."

- Les milliards de dollars contenus dans les banques centrales vont perdre de leur valeur, ce qui va pousser les taux obligataires à des niveaux qui mettront les Etats-Unis dans l'incapacité de rembourser leur dette.
- Tout le système basé sur le dollar ou sur les obligations américaines (fonds de pension, retraites, assurances-vie, réserves de change, etc.) va perdre de la valeur...
- La parité du dollar avec les principales devises va créer des fluctuations spectaculaires entre les monnaies -- et ces variations ne pourront être stoppées que par une intervention commune.
- Certains Etats pourraient être dans l'obligation de fermer les Bourses et les banques... les échanges hors-dollar se multiplieront et ce pourrait être la fin du pétrodollar.
- Tandis que les investisseurs se jeteront sur la seule monnaie refuge qui ait encore de la valeur -- et comme je vous l'expliquais plus tôt que ce ne serait pas l'euro, ni la livre ou le yen... ni même le yuan, dans cette

période de transition.

Ce sera l'or... s'il en reste.

Imaginez ce qu'il pourrait se produire si tous les investisseurs vendaient leurs dollars pour acheter de l'or en même temps... Bien sûr personne ne peut prédire l'avenir, mais c'est ce que de nombreux initiés comme Ned Goodman (qui voit le système monétaire s'effondrer d'ici deux ans) et moi-même pensons au fond de nous-mêmes. Cela propulserait sans aucun doute les cours de l'or à plus de 10 fois leur niveau actuel.

Nous pourrions voir le cours de l'or passer à 2 000 \$ l'once dans un premier temps... voire 5 000 \$... et peut-être plus si mes prévisions se réalisent. Dans de telles conditions, pouvez-vous imaginer ce qui se passerait si je vous révélais...

Une façon d'investir sur le cours de l'or... et de multiplier par effet de levier "naturel" la hausse du métal jaune.

... Un moyen d'acheter et surtout de conserver votre or *en dehors du système bancaire*... en toute sécurité et en toute transparence.

... Une forme bien particulière d'investissement aurifère qui déjà rapporté par le passé des gains allant jusqu'à 1 195%.

N'y a-t-il pas là tous les ingrédients pour multiplier votre capital ? De manière incroyablement simple et en très peu de temps ? N'y a-t-il pas là une opportunité exceptionnelle ?

Si vous attendez le dernier moment, inutile de vous casser la tête à trouver de l'or, il n'y en aura plus en vente nulle part -- les bijoutiers de la place Vendôme à Paris auront fermé boutique depuis bien longtemps à la suite de cambriolages comme celui intervenu début octobre (qui n'est qu'un exemple parmi une longue série : entre 2008 et 2011, le nombre de vols à main armée contre les bijouteries en France a triplé) ! Il ne restera peut-être plus que le marché noir, à des prix à peine imaginables.

En revanche, si vous possédez déjà de l'or... ce sera peut-être le moment de votre vie où vous serez le plus riche. Vous êtes désormais face à une décision.

Soit vous vous contentez de suivre le troupeau, de vous satisfaire des explications officielles... quitte à en subir les conséquences ensuite. !

Soit vous décidez de prendre acte de tout ce que je vous ai révélé dans ce message -- et dans ce cas, vous pourriez vous en féliciter dans les mois à venir...

Cela mérite toutefois quelques explications...

Comme je vous le disais dans ce message, je m'attends à ce que les cours de l'or dépassent les 2 000 \$ dans les mois à venir. L'issue du "shutdown" américain devrait encore voir augmenter le plafond de la dette américaine et faire perdre encore un peu plus confiance dans le dollar aux investisseurs.

Et même si les manipulations des cours de l'or et de l'argent reprennent de plus belle, on surveillera de près le calendrier des accords de libre échange opposants les Etats-Unis avec leur TPP (Partenariat trans-Pacifique incluant 12 pays de la zone et excluant la Chine !) et la Chine avec l'Asean (Association des nations d'Asie du Sud-Est incluant 16 pays asiatiques et excluant les Etats-Unis). Ambiance !

Si la Chine l'emporte, se sera une autoroute pour le yuan et un nouveau coup dur pour le dollar -- et les prix de l'or s'envoleront vers des plus hauts à peine imaginables. Selon moi, 2014 pourrait être l'année de la transition... Aujourd'hui, l'internationalisation du yuan est en marche... le déclin du dollar avéré... nous sommes au dernier acte de la crise financière. Autant le dire très clairement (au cas où cela vous aurez échappé !) :

Nous sommes convaincus que la hausse de l'or est loin d'être terminée. Et ce parce que :

- les investisseurs qui portent les marchés à des plus hauts sont inconscients des risques réels ;
- le stock de dettes publiques ou privées augmente tandis que l'activité économique diminue ;
- le désordre monétaire règne ;
- la faillite -- par défaut ou par l'inflation -- menace de grands pays développés.

Alors... la hausse du prix de l'or pourrait être encore plus spectaculaire à mesure que se façonne le nouvel ordre monétaire mondial et qu'enfle la bulle obligataire occidentale.

Cette hausse des prix se répercutera sur les matières premières et sur les minières : à vous de prendre la bonne décision aujourd'hui et de commencer à suivre mes conseils. Selon moi, vous ne pourrez que vous en féliciter dans les années à venir...